



# EXPIM

## DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

### NOTE DE SYNTHÈSE

N° de dossier : CT8925DB

Date : 07/03/2024

#### Lieu de l'intervention :

M.

Adresse : 6 rue Chance Milly - Code postal : 92110 - Ville : CLICHY

Nature du bien : Appartement + Cave

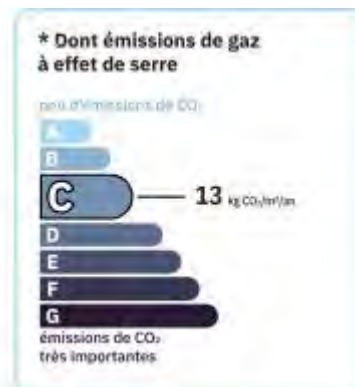
Date de construction : Avant 1949

Bâtiment : B - 4ème Etage - Porte : Face - Gauche

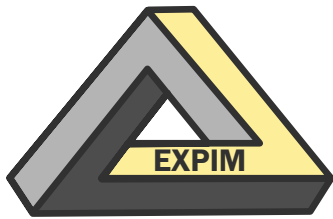
Lot(s) : N° 134 pour l'appartement - N° 110 pour la cave

Références cadastrales : Section : AD - Numéro : 57

<b>Carrez</b>	29.14 m <sup>2</sup>
<b>Amiante</b>	Absence d'amiante
<b>Plomb</b>	Absence de Plomb
<b>Termites</b>	Absence de termites
<b>Electricité</b>	L'installation ne comporte aucune anomalie
<b>Gaz</b>	Sans objet
<b>DPE</b>	Consommations énergétiques      Emission de gaz à effet de serre (GES)



**Ce document est produit pour vous aider à faciliter la lecture des diagnostics créés par notre société et ne peut être annexé à un acte authentique.**



# EXPIM

## DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

### CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Loi 96-1107 du 18 décembre 1996 et décret n° 97-532 du 23 mai 1997

N° de dossier : CT8925DB

Date de visite : 07/03/2024

#### 1 - Désignation du bien à mesurer

Adresse : 6 rue Chance Milly - 92110 - CLICHY  
Nature du bien : Appartement  
Bâtiment : B - 4ème Etage - Porte : Face - Gauche  
Lot(s) : N° 134 pour l'appartement

#### 2 - Le propriétaire du bien

Nom : N  
Adresse : 6 rue Chance Milly - 92110 - CLICHY

#### 3 - Description du bien mesuré

Pièce désignation	Superficie carrez (en m <sup>2</sup> )
Entrée / Cuisine	4.37
Séjour	10.89
Chambre	10.85
Salle d'eau	3.03

4 - Superficie privative totale du lot : **29.14 m<sup>2</sup>**

**Observation : le règlement de copropriété ne nous ayant pas été soumis, la responsabilité de la société se voit dérogée quant à l'exactitude de la désignation et de la constitution du lot de copropriété ci-dessus défini. Les surfaces annoncées correspondent donc au(x) bien(s) présenté(s) par le demandeur.**



Fait à Paris le 07/03/2024

**Dan BALLOUKA**

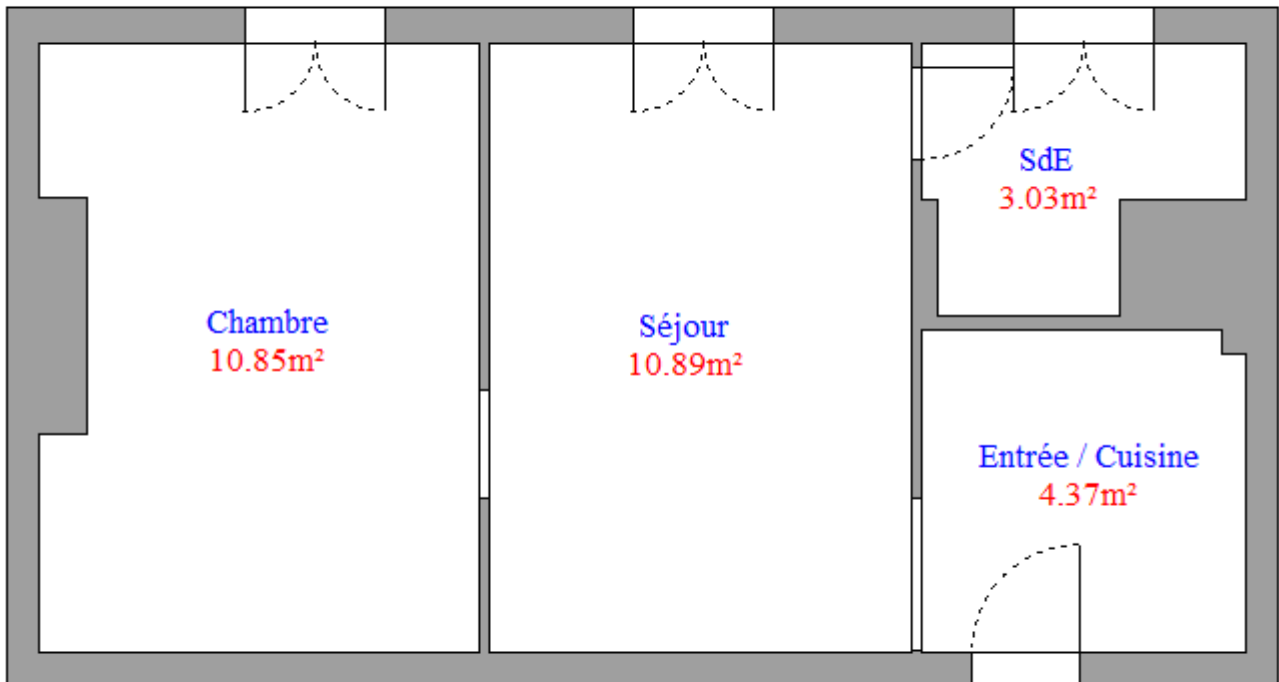
# VILLE de CLICHY

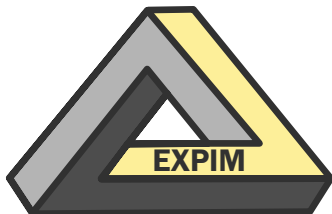
6 rue Chance Milly 92110 CLICHY

Superficie : 29.14 m<sup>2</sup>

## PLAN DE DISTRIBUTION DE PIECES

Non cotés et non contractuel





# EXPIM

## DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

### ETAT MENTIONNANT LA PRESENCE OU L'ABSENCE DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS

Art. R 1334-14 à R 1334-29 et R 1337-2 à R 1337-5 du code de la santé publique  
Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011- Arrêtés du 12 décembre 2012 modifié par l'arrêté du 26 juin 2013  
Norme NF X 46-020

LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

N° de dossier : CT8925DB

Date d'intervention : 07/03/2024

#### Désignation de l'immeuble

Propriété de : I  
Adresse du bien : 6 rue Chance Milly  
Code Postal : 92110  
Ville : CLICHY  
Nature du bien : Appartement + Cave  
Bâtiment : B - 4ème Etage - Porte : Face - Gauche  
Date de construction : Avant 1949  
Lots : N° 134 pour l'appartement - N° 110 pour la cave  
Références cadastrales : Section : AD - Numéro : 57

#### Désignation du propriétaire

Nom : I  
Adresse : 6 rue Chance Milly - 92110 - CLICHY

#### Désignation du diagnostiqueur

Société : EXPIM  
Nom : Dan BALLOUKA  
Adresse : 231 rue Marcadet - 75018 - PARIS  
Police d'assurance : AXA France IARD – Contrat N° 10087965604  
N° certification amiante : DTI2134  
Laboratoire d'analyse : DEKRA Prélèvements & Analyses

#### Conclusion

**Dans le cadre de la mission objet du rapport - il n'a pas été repéré des  
matériaux et produits contenant de l'amiante**

Si certains locaux restent non visités et/ou certaines parties de l'immeuble restent inaccessibles,  
il conviendra de réaliser les investigations complémentaires figurant au paragraphe 1.c.  
Voir Tableau ci-après « résultats détaillés du repérage » et préconisations.

*Ce rapport ne peut être utilisé ou reproduit que dans son intégralité, annexes incluses*

# Sommaire

<b>1. Synthèses</b>	<b>3</b>
a. Synthèse du repérage pour les matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante	3
b. Synthèse du repérage pour les matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante	4
c. Investigations complémentaires à réaliser	4
<b>2. Mission</b>	<b>5</b>
a. Objectif	5
b. Références réglementaires	5
c. Laboratoire d'analyse	5
d. Rapports précédents	5
<b>3. Désignation du ou des immeubles bâtis</b>	<b>6</b>
<b>4. Liste des locaux visités</b>	<b>6</b>
<b>5. Conclusion</b>	<b>7</b>
<b>6. Eléments d'informations</b>	<b>8</b>
<b>7. Consignes générales de sécurité</b>	<b>9</b>
<b>8. Attestation de compétence</b>	<b>10</b>

## 1. Synthèses

### a. Synthèse du repérage pour les matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou produit	Désignation	Etat de conservation (1)	Mesures obligatoires associées (évaluation périodique, mesure d'empoussièrement, ou travaux de retrait ou confinement)
07/03/2024	Sans objet	Aucun			

En fonction du résultat de la grille flocages, calorifugeage, faux plafonds (PRECONISATIONS : article R 1334-27/28/29 du Code de la Santé Publique) :  
1 = Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation 2 = Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement 3 = Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement.

<b>Pour information : Liste A mentionnée à l'art. R.1334-20</b>
COMPOSANT A SONDER OU A VERIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

## b. Synthèse du repérage pour les matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou produit	Désignation	Etat de conservation (1)	Mesures obligatoires (2)
07/03/2024	Sans objet	Aucun			

(1) Matériaux liste B : conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage soit :

- MND : Matériau non Dégradé
- MDP : Matériau avec Dégradation Ponctuelle
- MDG : Matériau avec Dégradation Généralisée

(2) Matériaux liste B : l'état de conservation est défini par un résultat « EP, AC1 ou AC2 en application de grilles d'évaluations définies réglementairement.

- EP : Evaluation périodique
- AC1 : Action corrective de 1<sup>er</sup> niveau
- AC2 : Action corrective de 2<sup>ème</sup> niveau

### Pour information : Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

COMPOSANTS DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER
<p><b>1. Parois verticales intérieures</b> Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.</p>	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie amiant-ciment) et entourage de poteaux (carton amiant-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloison.
<p><b>2. Planchers et plafonds</b> Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres Planchers</p>	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés Dalles de sol
<p><b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b> Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets et volets coupe-feu Portes coupe-feu Vides ordures</p>	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
<p><b>4. Eléments extérieurs</b> Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.</p>	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composite, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiant-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

## c. Investigations complémentaires à réaliser

Certains locaux restant non visités et/ou certaines parties de l'immeuble restant inaccessibles, les obligations réglementaires du propriétaire prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 des arrêtés du 12 décembre 2012

### Locaux et ouvrages non visités, justifications

Locaux (1)	Justifications (2)	Préconisations
Aucun		

(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités.

(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

## 2. Mission

### a. Objectif

La prestation a pour objectif de réaliser l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante dont le propriétaire doit disposer lors « de la mise en vente de son immeuble ou de l'établissement du dossier technique amiante ».

### b. Références réglementaires

Pour plus d'informations vous pouvez consulter le site WEB suivant : **www.legifrance.gouv.fr**

Décret n° 2010 – 1200 du 11 octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation,

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)

Articles R 1334-15 à R 1334-18, articles R 1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique),

Notre inventaire porte spécifiquement sur les matériaux et produits définis dans le PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE dans les matériaux ou produits mentionnés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique.

### c. Laboratoire d'analyse

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, les analyses des échantillons de matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

Analyses réalisées par : PROTEC

### d. Rapports précédents

Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage et principales conclusions
Aucun			

Lors de notre visite, il nous a été remis les bulletins de caractérisation des matériaux et produits suivants : Aucun

Notre rapport prend en compte les documents techniques fournis en l'état.

Les synthèses des rapports précédents qui nous ont été fournies sont les suivantes : Aucune

### 3. Désignation du ou des immeubles bâtis

Propriétaire
Nom : I Adresse : 6 rue Chance Milly Code Postal : 92110 Ville : CLICHY
Périmètre de la prestation
Dans le cadre de cette mission, l'intervenant a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.  Département : HAUTS DE SEINE Commune : CLICHY Adresse : 6 rue Chance Milly Code postal : 92110 Type de bien : Habitation (parties privatives d'immeuble collectif d'habitation) - Appartement + Cave Référence cadastrale : Section : AD - Numéro : 57 Lots du bien : N° 134 pour l'appartement - N° 110 pour la cave Bâtiment : B - 4ème Etage - Porte : Face - Gauche Année de construction : Avant 1949

Personne accompagnant l'opérateur lors de la visite
Maître AYACHE (Commissaire de Justice)

Document(s) remi(s)
Aucun

### 4. Liste des locaux visités

Pièces	Sol	Murs	Plafond	Autres
Entrée / Cuisine	Carrelage	Carrelage - Peinture	Peinture	
Séjour	Parquet stratifié	Peinture	Peinture	
Chambre	Parquet stratifié	Peinture	Peinture	
Salle d'eau	Carrelage	Carrelage	Peinture	
Cave	Terre	Pierres - Briques	Hourdis	

(1) tous les locaux doivent être obligatoirement visités.

(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clés absentes,...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

## 5. Conclusion

Je soussigné, Dan BALLOUKA, déclare ce jour détenir la certification de compétence délivrée par DEKRA pour la spécialité : AMIANTE  
Cette information est vérifiable auprès de : DEKRA – 5 avenue Garlande - 92220 - BAGNEUX

Je soussigné, Dan BALLOUKA, diagnostiqueur pour l'entreprise EXPIM dont le siège social est situé à PARIS. Atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271.6 du code de la construction et de l'habitation. J'atteste également disposer des moyens en matériel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier. Je joins en fin de rapport mes états de compétences par la certification et mon attestation d'assurance.

### Conclusion

**Dans le cadre de la mission objet du rapport - il n'a pas été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante**

Repérage effectué le : 07/03/2024

Rapport rédigé en nos bureaux le : 07/03/2024



Dan BALLOUKA

### Pièces jointes (le cas échéant) :

- Eléments d'informations
- Consignes générales de sécurité
- Attestation de compétence

## 6. Eléments d'informations

Liste A : Art R. 1334-27 à R 1334-29-3 du code de la Santé Publique.

Le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R. 1334-20 du code de la Santé Publique selon les modalités suivantes :

1° L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

2° La mesure d'empoussièrément dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25 du code de la santé publique dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrément au propriétaire contre accusé de réception ;

3° Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29 du code de la santé publique.

Liste B : Alinéas 1° et 2° A de l'article R. 1334-29-7 du code de la Santé Publique.

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales). L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante. Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation. Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit. Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org)

## 7. Consignes générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment.

Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique « Amiante » et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à la connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque les travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe 1 du présent arrêté.

### 1 Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple : perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissés ou tressés, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

#### B. – Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol par exemple) peuvent être stockées temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sac étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

#### Elimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installation de stockage pour déchets ménagers et assimilés, soit en décharge pour déchets inertes pourvu dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sac étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et carton d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en double sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA N° 11861x01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprises de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

#### Elimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

### 2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des Caisses Régionales d'Assurance Maladie (CRAM) et l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBT).

### 3. Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières

Lors d'intervention sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage. L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage) comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans les boîtiers électriques sur des gaines ou des circuits situées sous un flocage sans action directe sous celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...) comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipement de protection est recommandé.

Des demi-masques filtrants (type FFP3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

**ATTESTATION DE COMPETENCE**  
pour la réalisation des missions de repérage et de diagnostic  
de l'état de conservation des matériaux et produits contenant  
de l'amiante en application de l'article R 1334-29  
du Code de la Santé Publique et de l'arrêté du 02/12/02



Délivrée par CESI SAS  
en conformité à son certificat  
N°DI 1787 délivré par l'AFAQ-ASCERT  
du 30/12/2002

Délivrée à Monsieur Dan BALLOUKA

qui a participé à la formation

« Amiante formation des experts compétents »

et a satisfait au contrôle de connaissance

qui se sont déroulés du 11/09/2007 au 14/09/2007  
durée totale : 4 jours (soit 32 heures)

au CESI Etablissement d'Arcueil  
19/21 rue du 8 Mai 1945  
94110 Arcueil

Certificat délivré le lundi 8 octobre 2007

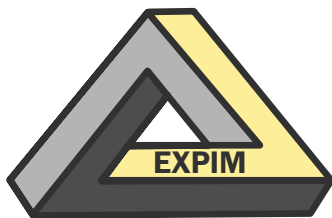
Le Directeur Général Groupe Cesi  
Jacques BAHRY

Le Responsable Pédagogique  
Jean-Luc DAUTREMEPUS



cesi sas – siège social : 297 rue de Vaugirard F-75015 Paris tél. : 01 44 19 23 45 – fax : 01 42 50 25 06  
Société par actions simplifiée au capital de 2 500 000 euros – RCS Paris 342 707 502





# EXPIM

## DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

### CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB (CREP)

Décret 2006-474 du 25 avril 2006 – arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

L'auteur du constat précise si l'identification des revêtements contenant du plomb dans les immeubles d'habitation construits avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 est réalisée :

- dans le cas de la vente d'un bien en application de l'article L. 1334-6 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, balcon, etc...);
- dans le cas de la mise en location de parties privatives en application de l'article L. 1334-7 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, balcon, etc...);
- dans le cas de travaux de nature à provoquer une altération substantielle des revêtements ou hors contexte de travaux, pour les parties communes en application de l'article L. 1334-8 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements des parties communes (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière, etc...).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP. Lorsque le constat porte sur des parties privatives, et lorsque le bien est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

N° de dossier : CT8925DB

Date de visite : 07/03/2024

Adresse du bien	Propriétaire
Adresse : 6 rue Chance Milly Code postal : 92110 Ville : CLICHY Nature du bien : Appartement Bâtiment : B Etage : 4ème Etage Porte : Face - Gauche Lot(s) : N° 134 pour l'appartement Références cadastrales : Section : AD - Numéro : 57 Date de construction : Avant 1949	Adresse : 6 rue Chance Milly Code postal : 92110 Ville : CLICHY

Concerne	Nature de la mission	
<input checked="" type="checkbox"/> Parties privatives	<input checked="" type="checkbox"/> Avant vente	Présence d'enfants mineurs de - de 6 ans : Non Occupation du logement : Occupé
<input type="checkbox"/> Parties communes	<input type="checkbox"/> Avant location	
	<input type="checkbox"/> Avant travaux	

Matériel utilisé							
Appareil à fluorescence X de marque	Date limite d'utilisation de la source	Nature du radionucléide	Activité à la date de chargement	N° Série	Date de chargement de la source radioactive	ASN N°	Nom de la personne compétente PCR
NITON XLp 300	16/07/2025	109Cd	850 Mbq	RTV-1010-23	16/02/2021	T 920809	Dan BALLOUKA

### Conclusion

#### **Le Constat de Risque d'Exposition au Plomb a révélé l'absence de plomb.**

Lors de la présente mission, 20 unités de diagnostics ont été contrôlées.

**Le jour de l'expertise, il n'a pas été repéré des unités de diagnostic, contenant du plomb au dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint).**

	TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
Nombre d'unités de diagnostic / Pourcentage associé	20/100%	0 / 0.0%	20 / 100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%

« S'il existe au moins une unité de classe 1 ou 2 insérer la phrase suivante : « Le constat met en évidence la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations supérieures ou égale aux seuils définis par les articles L 1334-7 et L 1334-8 du Code de la Santé Publique. Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leurs dégradations futures. »

« S'il existe au moins une unité de classe 3 insérer la phrase suivante : « Le constat met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures ou égale aux seuils définis par articles L 1334-7 et L 1334-8 du Code de la Santé Publique.

En application de l'article L 1334-9 du Code de la Santé Publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée. »

### Désignation du diagnostiqueur

Nom : Dan BALLOUKA N° certification : DTI2134 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : DEKRA Certification	Assurance : AXA France IARD N° : 10087965604 Validité : 01/01/2025
--	--

### Validité du rapport

Date de validité : Pas de durée de validité

**Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité.**



Fait à Paris, le 07/03/2024

Dan BALLOUKA

# Sommaire

<b>1. Synthèse des résultats</b>	<b>4</b>
a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)	4
b. Situations de risque de saturnisme infantile	4
c. Facteurs de dégradation du bâti	4
<b>2. Mission</b>	<b>5</b>
a. Objectif de la prestation	5
b. Références réglementaires	5
<b>3. Description du ou des bâtiments</b>	<b>6</b>
<b>4. Le laboratoire d'analyse éventuel</b>	<b>6</b>
<b>5. Tableau récapitulatif des relevés</b>	<b>7</b>
<b>6. Commentaires sur les informations indiquées</b>	<b>9</b>
a. Classement des unités de diagnostic	9
b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb	9
c. Définition des facteurs de dégradation du bâti	9
<b>7. Signatures et informations diverses</b>	<b>10</b>
<b>8. Croquis des lieux</b>	<b>11</b>
<b>9. Notice d'information</b>	<b>12</b>

## 1. Synthèse des résultats

Le jour de l'expertise, il n'a pas été repéré des unités de diagnostic, contenant du plomb au dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint).

### a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)

	TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
Nombre d'unités de diagnostic / Pourcentage associé	20/100%	0 / 0.0%	20 / 100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%

### b. Situations de risque de saturnisme infantile

Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3		Non
L'ensemble des locaux objets du présent constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3		Non

### c. Facteurs de dégradation du bâti

Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré		Non
Traces importantes de coulure ou de ruissellement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local		Non
Plusieurs unités de diagnostic d'un même local recouvertes de moisissures ou de tâches d'humidité.		Non

## 2. Mission

### a. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser le constat de risque d'exposition au plomb dont le propriétaire doit disposer lors de la vente du bien concerné.

Elle consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.

Lorsque le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le constat de risque d'exposition au plomb ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Pour les locaux annexes de l'habitation, seuls ceux qui sont destinés à un usage courant seront examinés.

Nota : Le présent rapport constitue une aide à l'évaluation du risque d'intoxication par le plomb des salariés. Ce dernier reprend la même méthodologie que le CREP (constat des risques d'exposition au plomb). Néanmoins, l'opérateur de repérage aura l'opportunité de repérer les zones homogènes et les matériaux bruts ne seront pas pris en compte dans le comptage des UD (Unités de diagnostic).

### b. Références réglementaires

- Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,
- Décret n° 99-483 du 9 juin 1999 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.32-1 à L.32-4 du Code de la Santé Publique
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 (Article R 1334-11 du Code de la Santé Publique),
- Décret n°2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L 271-6 du code de la Construction et de l'Habitation,
- Articles L 1334-1 à L 1334- 12 du Code de la Santé Publique,
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb et au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures,
- Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du Code de la Santé Publique),
- Norme NF X46-030 : Diagnostic plomb – Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb.

### 3. Description du ou des bâtiments

PROPRIETAIRE DU OU DES BATIMENTS	
Nom	:
Adresse	: 6 rue Chance Milly
Code Postal	: 92110
Ville	: CLICHY
PERIMETRE DE LA PRESTATION	
Dans le cadre de cette mission, l'intervenant a examiné uniquement les bâtiments auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.	
Département	: HAUTS DE SEINE
Commune	: CLICHY
Adresse	: 6 rue Chance Milly
Code postal	: 92110
Information complémentaire	: Habitation (parties privatives d'immeuble collectif d'habitation)
Nature du bien	: Appartement
Référence cadastrale	: Section : AD - Numéro : 57
Lots de copropriété	: N° 134 pour l'appartement
LOCAUX VISITES	
	Cuisine
	Sejour
	Chambre
	SdE

Personne accompagnant l'opérateur lors de la visite
Maître AYACHE (Commissaire de Justice)

Locaux et ouvrages non visités, justifications
Aucune

Commentaires
Aucun

### 4. Le laboratoire d'analyse éventuel

Laboratoire
Nom du laboratoire : DEKRA Prélèvements & Analyses

## 5. Tableau récapitulatif des relevés

Pièces	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Mesure 1 (mg/cm²)	Nature de la dégradation	Classement	Facteurs* de dégradation du bâti	Type de dégradation
Verif Etal						1				
Cuisine	A	Mur	Platre	Peinture		0.01		--		
Cuisine	A	Mur	Platre	Peinture		0		0		
Cuisine	B	Mur	Platre	Peinture		0.02		--		
Cuisine	B	Mur	Platre	Peinture		0		0		
Cuisine	C	Mur	Platre	Peinture		0.01		--		
Cuisine	C	Mur	Platre	Peinture		0.03		0		
Cuisine	D	Mur	Platre	Peinture		0.01		--		
Cuisine	D	Mur	Platre	Peinture		0.06		0		
Cuisine	Haute	Plafond	Platre	Peinture		0.02		--		
Cuisine	Haute	Plafond	Platre	Peinture		0.01		0		
Cuisine	A	Porte	Metal	Peinture		0.03		--		
Cuisine	A	Porte	Metal	Peinture		0.01		0		
Sejour	A	Mur	Platre	Peinture		0.01		--		
Sejour	A	Mur	Platre	Peinture		0.01		0		
Sejour	B	Mur	Platre	Peinture		0.02		--		
Sejour	B	Mur	Platre	Peinture		0.03		0		
Sejour	C	Mur	Platre	Peinture		0.05		--		
Sejour	C	Mur	Platre	Peinture		0		0		
Sejour	D	Mur	Platre	Peinture		0		--		
Sejour	D	Mur	Platre	Peinture		0		0		
Sejour	Haute	Plafond	Platre	Peinture		0		--		
Sejour	Haute	Plafond	Platre	Peinture		0		0		
Sejour	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0.01		--		
Sejour	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		0		
Chambre	A	Mur	Platre	Peinture		0.01		--		
Chambre	A	Mur	Platre	Peinture		0		0		
Chambre	B	Mur	Platre	Peinture		0.02		--		
Chambre	B	Mur	Platre	Peinture		0.01		0		
Chambre	C	Mur	Platre	Peinture		0		--		

Pièces	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Mesure 1 (mg/cm²)	Nature de la dégradation	Classement	Facteurs* de dégradation du bâti	Type de dégradation
Chambre	C	Mur	Platre	Peinture		0		0		
Chambre	D	Mur	Platre	Peinture		0		--		
Chambre	D	Mur	Platre	Peinture		0		0		
Chambre	Haute	Plafond	Platre	Peinture		0.05		--		
Chambre	Haute	Plafond	Platre	Peinture		0		0		
Chambre	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		--		
Chambre	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		0		
SdE	Haute	Plafond	Platre	Peinture		0		--		
SdE	Haute	Plafond	Platre	Peinture		0		0		
SdE	A	Porte	Bois	Peinture		0		--		
SdE	A	Porte	Bois	Peinture		0.01		0		
Verif Etal						1				

D : Dégradé  
 EU : Etat d'Usage  
 NV : Non Visible  
 ND : Non Dégradé  
 NM : Non Mesuré

\* Facteurs de dégradation du bâti :

1 : Le plancher ou le plafond menace de s'effondrer ou en tout ou partie effondré  
 2 : Des traces importantes de coulures, de ruissellement ou d'écoulement d'eau ont été repérées  
 3 : Des traces de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité ont été repéré

### Tableau de classement des pièces du bâti

Pièce	UD Classe 0	UD Classe 1	UD Classe 2	UD Classe 3	Non Mesuré
Cuisine	6 / 100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
Sejour	6 / 100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
Chambre	6 / 100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
SdE	2 / 100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%

## 6. Commentaires sur les informations indiquées

### a. Classement des unités de diagnostic

Le classement de chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement en fonction de la concentration en plomb et de la nature des dégradations est établi conformément au tableau suivant :

CONCENTRATION EN PLOMB	TYPE DE DEGRADATION	CLASSEMENT
< SEUILS		0
> SEUILS	Non dégradé ou non visible	1
	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

Légende :

- 1 et 2 - Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements afin d'éviter leur dégradation future.
- 3 - Le propriétaire doit :
  - Procéder aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants.
  - Communiquer le constat aux occupants de l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné et à toute personne physique ou morale appelée à faire des travaux dans cet immeuble ou partie d'immeuble. Cette communication consiste à transmettre une copie complète du constat, annexes comprises.

### b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb

L'état de conservation des revêtements contenant du plomb est décrit par la nature des dégradations observées. Pour décrire l'état de conservation d'un revêtement contenant du plomb, l'auteur du constat a le choix entre les 4 catégories suivantes :

- **Non visible** : si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- **Non dégradé**
- **Etat d'usage**, c'est à dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées dans un bien régulièrement entretenu (usure par friction, traces de chocs, micro fissures...) : ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- **Dégradé**, c'est à dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (pulvérisation, écaillage, cloquage, fissures, faïençage, traces de grattage, lézardes).

### c. Définition des facteurs de dégradation du bâti

	LEGENDE
Absence de facteur de dégradation	0
Présence d'au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3 dans un même local	1
Présence d'au moins 20 % d'unité de diagnostic de classe 3 dans l'ensemble des locaux	2
Présence d'au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré	3
Présence de traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local	4
Présence de plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses tâches d'humidité	5

## 7. Signatures et informations diverses

Je soussigné, Dan BALLOUKA, déclare ce jour détenir la certification de compétence délivrée par DEKRA pour la spécialité : CREP PLOMB.

Cette information est vérifiable auprès de : DEKRA

Je soussigné, Dan BALLOUKA, diagnostiqueur pour l'entreprise EXPIM dont le siège social est situé à PARIS. Atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271.6 du code de la construction et de l'habitation. J'atteste également disposer des moyens en matériel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier. Je joins en fin de rapport mes états de compétences par la certification et mon attestation d'assurance.

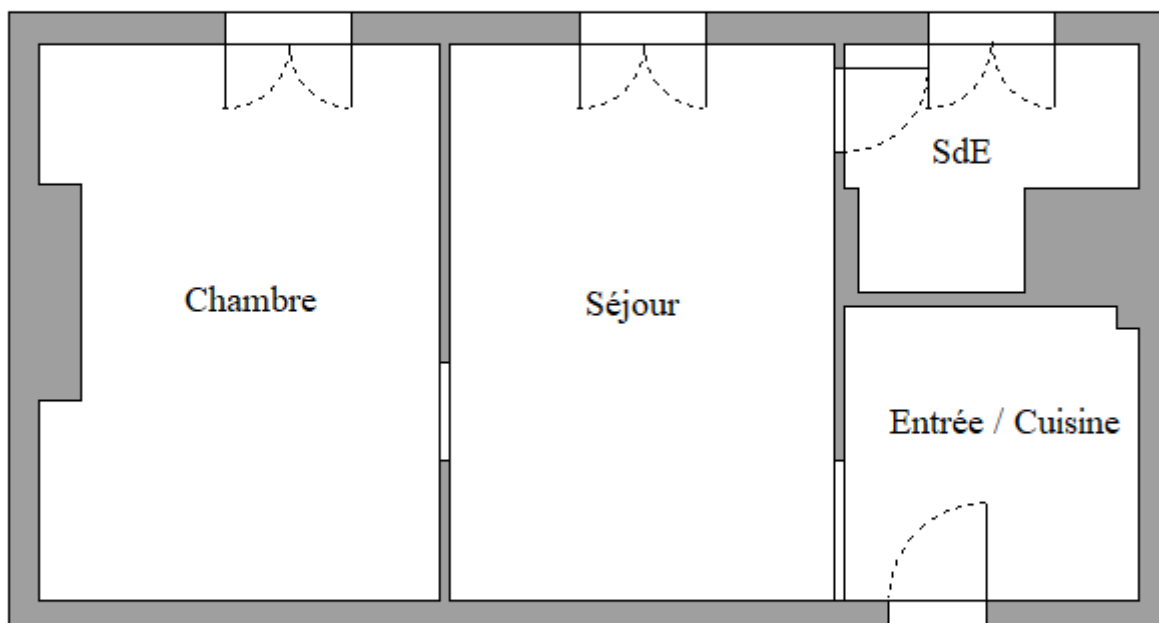
Transmission du constat à l'A.R.S. : Une copie du CREP est transmise sous 5 jours à l'Agence Régionale de la Santé du département d'implantation du bien expertisé si au moins un facteur de dégradation du bâti est relevé (en application de l'article R. 1334-10 du code de la santé publique), l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement.



Fait à Paris, le 07/03/2024

Dan BALLOUKA

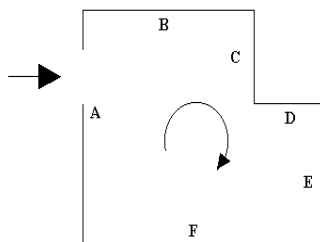
## 8. Croquis des lieux



### REPERAGE DES SURFACES OBJET DU DIAGNOSTIC

Par convention, on identifiera les murs d'un espace de la façon suivante :

Dans le rapport, le mur A est le mur d'entrée dans la pièce, les autres murs sont codifiés B, C, D...., dans le sens des aiguilles d'une montre.



## 9. Notice d'information

### Annexe II de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

Cette note fait partie intégrante du rapport auquel elle est jointe

**Si le logement que vous vendez, achetez, ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.**

Deux documents vous informent :

- Le constat de risques d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

#### Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelé saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

#### Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchés.

#### Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveiller l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Evitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

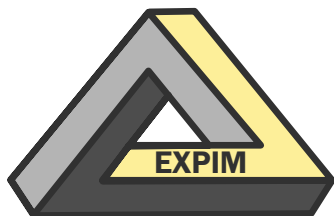
#### En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- Eloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites INTERNET des ministères chargés de la santé et du logement.



# EXPIM

## DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

### RAPPORT DE L'ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

(DECRET 2006-1114 du 5 SEPTEMBRE 2006). Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.  
Etabli en respect de la norme NF P 03-201 (février 2016)

N° de dossier : CT8925DB

#### A – Date de la visite

Date de la visite : 07/03/2024

#### B – Localisation et Désignation du (ou des) bâtiment(s)

Adresse : 6 rue Chance Milly  
Code postal : 92110  
Ville : CLICHY

Nature du bien : Appartement + Cave

Bâtiment : B  
Etage : 4ème Etage  
Porte : Face - Gauche  
Date de construction : Avant 1949

Lot(s) : N° 134 pour l'appartement - N° 110 pour la cave  
Références cadastrales : Section : AD - Numéro : 57

Nature de l'immeuble :  bâti  non bâti

*Informations collectées auprès du donneur d'ordre :*

Traitements antérieurs contre les termites : N.C.

Présence de termites dans le bâtiment : N.C.

Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 112-4 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 1/11/2006 : N.C.

Document(s) fourni(s) : Aucun

*Lieu du constat en regard de l'existence ou non d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 133-5 du CCH précisant les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme : OUI*

Temps passé : --

#### C - Désignation du propriétaire

Nom : I  
Adresse : 6 rue Chance Milly  
Code postal : 92110  
Ville : CLICHY

Personne(s) présente(s) lors de la visite, le cas échéant : Maître AYACHE (Commissaire de Justice)

#### D – Désignation de l'opérateur de diagnostic effectuant l'état relatif à la présence de termites

Raison sociale et nom de l'entreprise : EXPIM  
Nom du technicien : Dan BALLOUKA  
Adresse : 231 rue Marcadet 75018 PARIS  
Numéro de SIRET : 499 017 084  
Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD  
Numéro de police et date de validité : 10087965604 - 01/01/2025  
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : DEKRA Certification  
N° de certification et date de validité : DTI2134 – 05/11/2024

**E – Identification des parties de bâtiments visités et résultats du diagnostic  
(identification des éléments infestés par les termites ou ayant été infestés et ceux qui ne le sont pas)**

BATIMENTS et parties de bâtiments visités (a)	SOL	MURS	PLAFOND	Autres	OUVRAGES parties d'ouvrages et d'éléments examinés (b)	RESULTAT du diagnostic d'infestation (c)
Entrée / Cuisine	Carrelage	Carrelage - Peinture	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Séjour	Parquet stratifié	Peinture	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Chambre	Parquet stratifié	Peinture	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Salle d'eau	Carrelage	Carrelage	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Cave	Terre	Pierres - Briques	Hourdis		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites

(a) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(b) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes,...

(c) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation

**F – Catégorie de termites en cause (termite souterrain, termite de bois sec ou termite arboricole)**

<b>BATIMENTS et parties de bâtiments visités (1)</b>	<b>INFESTATION (Indices, nature)</b>
Entrée / Cuisine	Absence d'indice d'infestation de termites
Séjour	Absence d'indice d'infestation de termites
Chambre	Absence d'indice d'infestation de termites
Salle d'eau	Absence d'indice d'infestation de termites
Cave	Absence d'indice d'infestation de termites

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

### G – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification

Local	Justification
Aucun	

### H – Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification

Tous les murs doublés, les raidisseurs de cloison. L'ensemble des bois mis en œuvre encastré dans la maçonnerie, coffrages, planchers etc.....) et d'une hauteur supérieure à quatre mètres.

L'ensemble des parties cachées par du mobilier ou matériaux divers et notamment le mobilier de cuisine.

Les sous faces des planchers bois non accessibles

Les plafonds masqués par des faux -plafonds. La charpente en « fermette » dans son ensemble compte tenu, d'une très faible hauteur, et du plancher en placoplâtre.

Les solivages bois recouverts par des matériaux divers.

Les conduits de fluides, le sous-sol de la maison.

Le coffrage de la douche ou de la baignoire.

Bois et matériaux entreposés nécessitant de la manutention pour être examinés.

### I – Constatations diverses

-

Note : Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précises. Si le donneur d'ordre (client) le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-201.

### J – Moyens d'investigation utilisés

Sondage des boiseries apparentes, visibles, et accessibles à l'aide d'un outil de type poinçon. Sans démontage, sans démolition ni dégradation, pour la recherche de traces apparente, de passage de termites sur les ouvrages et parties d'ouvrages désignés ci-dessus et décrit dans la cartographie des lieux en annexe. Et contrôle visuel à l'aide d'une loupe et d'une lampe torche.

### K – Conclusion

**Nous n'avons pas constaté la présence d'indices de traces de termites le jour de l'expertise.**

Etat réalisé le 07/03/2024 et valable jusqu'au 06/09/2024. Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission. L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.



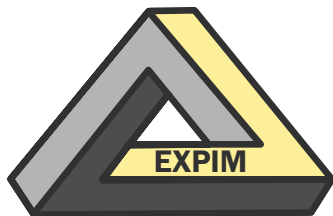
Fait à Paris, le 07/03/2024

Dan BALLOUKA

NOTA 1 Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L 133-4 et R 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

NOTA 2 Conformément à l'article L271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état. Conformément à l'article 9 de la loi n° 99-471 du 8 juin 1999 modifiée par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005, l'expert ayant réalisé le rapport n'exerce aucune activité de traitement préventif, curatif ou d'entretien de lutte contre les termites.

NOTA 3 le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par DEKRA Certification



# EXPIM

## DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

### RAPPORT DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE D'IMMEUBLE(S) A USAGE D'HABITATION

La présente mission consiste à établir un Etat des Installations électriques à usage domestique conformément à la législation en vigueur :

Articles L 271-4 à L 271-6, L134-7 et R 134-10 à R 134-13 du code de la construction et de l'habitation.  
Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation.  
Référence normative : NF C 16-600 de juillet 2017.

N° de dossier : CT8925DB

Date de la visite : 07/03/2024

#### A - Désignation du ou des immeubles bâti(s)

Département : HAUTS DE SEINE - Code postal : 92110  
Commune : CLICHY  
Adresse : 6 rue Chance Milly  
Référence(s) cadastrale(s) : Section : AD - Numéro : 57  
Désignation et situation des lot(s) de (co)propriété : N° 134 pour l'appartement  
Bâtiment : B - 4ème Etage - Porte : Face - Gauche  
Type d'immeuble : Habitation (parties privatives d'immeuble collectif d'habitation)  
Date de construction: Avant 1949  
Date de l'installation : Non communiqué  
Distributeur : ENEDIS  
Document(s) fourni(s) : Aucun

#### Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification

Local	Justification
Aucun	

#### B – Identification du donneur d'ordre

Nom : I  
Adresse : 6 rue Chance Milly  
Code postal : 92110  
Ville : CLICHY

Qualité du demandeur : Propriétaire

#### C – Identification de l'opérateur

Société : EXPIM  
Nom du technicien : Dan BALLOUKA  
Adresse : 231 rue Marcadet 75018 PARIS  
Numéro SIRET : 499 017 804  
Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD  
N° de contrat et date de validité : 10087965604 - 01/01/2025  
Certification de compétence N° DTI2134 délivrée par DEKRA Certification le 06/11/2019

## D – Limites du domaine d'application du diagnostic

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;

inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

Les biens meublés ou encombrés lors de la visite de l'opérateur, celui-ci peut ne pas avoir eu accès à toutes les parties de l'installation intérieure d'électricité et tous matériels électriques (prises de courant ...)

## Ea – Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes

### Anomalies avérées selon les domaines suivants :

- 1 – Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- 2 – Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- 3 – Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- 4 – La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particuliers des locaux contenant une douche ou une baignoire.
- 5 – Matériels électriques présentent des risques de contacts directs avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs
- 6 – Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

### Installations particulières :

- P1, P2. Appareil d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- P3. Piscine privée, ou bassin de fontaine

### Informations complémentaires :

- IC. Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité.

## Eb - Conclusion et synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

La conclusion fait état de l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes.

### E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

Cocher distinctement le cas approprié parmi les quatre éventualités ci-dessous :

- L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie et ne fait pas l'objet de constatations diverses
- L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie, mais fait l'objet de constatations diverses**

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de constatations diverses.

### E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

Cocher distinctement les domaines où des anomalies non compensées sont avérées en faisant mention des autres domaines :

1. L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité
2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
7. Des matériels électriques présentant des risques de contact direct.
- 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
- 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.
9. Des appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative.
10. La piscine privée ou le bassin de la fontaine.

### E.3. Les constatations diverses concernent :

Cocher distinctement le(s) cas approprié(s) parmi les éventualités ci-dessous :

- Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.
- Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.
- Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

<b>F – Anomalies identifiées</b>			
<b>N° article (1)</b>	<b>Libellé et localisation (*) des anomalies</b>	<b>N° article (2)</b>	<b>Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre</b>
	Aucune		

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

\* Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels. En cas de présence d'anomalies identifiées, consulter, dans les meilleurs délais, un installateur électricien qualifié.

<b>G.1. - Informations complémentaires</b>	
<b>N° article (1)</b>	<b>Libellé des informations</b>
B11.a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité < ou égal 30 mA.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée

<b>G.2. - Constatations diverses</b>		
<b>N° article(1)</b>	<b>Libellé des constatations diverses</b>	<b>Type et commentaires des constatations diverses</b>
E.1 d	- installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence et caractéristiques	
E.1 d	- le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité)	

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée

<b>G.3. – Avertissement particulier</b>		
<b>N° article(1)</b>	<b>Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon l'Annexe C</b>	<b>Motifs</b>
Aucun		

## Validation

Le diagnostic s'est déroulé sans déplacement de meubles et sans démontage de l'installation. Notre visite porte sur les parties de l'installation visibles et accessibles.

En cas de présence d'anomalies, nous vous recommandons de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées

Nous attirons votre attention sur le fait que votre responsabilité en tant que propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Nous vous rappelons que notre responsabilité d'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation.

Fait en nos locaux, le 07/03/2024

Validité : 06/03/2027

Dan BALLOUKA

Signature de l'opérateur (et cachet de l'entreprise)



## H – Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel

Les risques liés à une installation électrique dangereuse sont nombreux et peuvent avoir des conséquences dramatiques. Ne vous fiez pas à une installation électrique qui fonctionne. L'usure ou des modifications de l'installation ont pu rendre votre installation dangereuse. Les technologies et la réglementation évolue dans ce domaine régulièrement. Une installation en conformité il y a quelques années peut donc présenter des risques.

Voici quelques règles (non exhaustives) à respecter :

- faite lever les anomalies, indiquées dans ce rapport, par un professionnel qualifié, dans le cadre d'une mise en sécurité de l'installation
- ne jamais intervenir sur une installation électrique sans avoir au préalable coupé le courant au disjoncteur général (même pour changer une ampoule), ne pas démonter le matériel électrique type disjoncteur de branchement,
- faire changer immédiatement les appareils ou matériels électriques endommagés (prise de courant, interrupteur, fil dénudé),
- ne pas percer un mur sans vous assurer de l'absence de conducteurs électriques encastrés,
- respecter, le cas échéant, le calibre des fusibles pour tout changement (et n'utiliser que des fusibles conformes à la réglementation),
- ne toucher aucun appareil électrique avec des mains mouillées ou les pieds dans l'eau,
- ne pas tirer sur les fils d'alimentation de vos appareils, notamment pour les débrancher
- limiter au maximum l'utilisation des rallonges et prises multiples,
- manœuvrer régulièrement le cas échéant les boutons test de vos disjoncteurs différentiels,
- faites entretenir régulièrement votre installation par un électricien qualifié.

Lorsqu'une personne est électrisée, couper le courant au disjoncteur, éloigner la personne électrisée inconsciente de la source électrique à l'aide d'un objet non conducteur (bois très sec, plastique), en s'isolant soi-même pour ne pas courir le risque de l'électrocution en chaîne et appeler les secours.

<b>I – Objectif des dispositifs et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées</b>	
<b>Correspondance avec le domaine d'anomalies (1)</b>	<b>Objectif des dispositions et description des risques encourus</b>
1	Appareil général de commande et de protection : cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.
2	Protection différentielle à l'origine de l'installation : ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
3	Prise de terre et installation de mise à la terre : ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle, peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
4	Protection contre les surintensités : les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuit à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
5	Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
6	Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
7	Matériels électriques présentant des risques de contact direct : les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, ...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
8	Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : ces matériels électriques lorsqu'ils sont trop anciens n'assurent par une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
9	Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
10	Piscine privée ou bassin de fontaine : les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée

<b>J – Informations complémentaires</b>	
<b>Correspondance avec le domaine d'informations (1)</b>	<b>Objectif des dispositions et description des risques encourus</b>
11	Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant tout ou partie de l'installation électrique : l'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.
	Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.
	Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée

## Domaine d'application du diagnostic de l'état des installations électriques à usage domestique :

Le domaine d'application du diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation.

Il est rédigé autant de rapports de diagnostics qu'il existe d'appareils généraux de commande et de protection (AGCP) présents. Les appareils généraux de commande et de protection (AGCP), dédiés exclusivement à l'injection d'énergie électrique sur le réseau public de distribution, ne sont pas concernés par cette disposition.

Le domaine d'application comprend les circuits extérieurs alimentés depuis l'appareil général de commande et de protection de l'installation intérieure, comme par exemple, l'éclairage des jardins, le portail, etc...

L'absence d'appareil général de commande et de protection ne dispense pas de la réalisation d'un diagnostic.

Le diagnostic concerne l'ensemble des circuits à basse tension et natures de courant associés en vue de l'utilisation de l'énergie électrique. Il concerne également la partie de l'installation de branchement située dans la partie privative, ainsi que les parties d'installation privative éventuellement situées dans des parties communes.

Sont exclus du champ d'application les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc... lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension < ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

Les postes à haute tension privée et les installations à haute tension éventuellement associées sont exclus du domaine d'application.

Le diagnostic ne concerne ni les matériels d'utilisation autres que fixes, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique ni destruction des isolants des câbles, hormis les exceptions mentionnées dans la fiche B4 du Fascicule de Documentation (FD C 16-600).

Dans ce contexte, la localisation exhaustive de toutes les anomalies n'est pas obligatoire. Il est ainsi admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle concerné, à titre d'exemple.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne préjuge pas de l'usage et des modifications ultérieures de l'installation électrique.

Les installations de stockage par batteries ou de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure ne sont pas couvertes par le présent document, mais sont notées en constatations diverses dans le rapport de diagnostic comme n'ayant pas été vérifiées.

## Responsabilités du donneur d'ordre :

- Préalablement à la réalisation du diagnostic, le donneur d'ordre, ou son représentant :
- + informe, ou fait informer par l'opérateur de diagnostic, les occupants éventuels des locaux de la date et de l'heure du diagnostic,
- + conseille aux occupants éventuels d'être présents lors du diagnostic.
  - Leur demande ou, s'il est lui-même l'occupant, fait en sorte :
- + de s'assurer de la possibilité de mettre hors tension toute ou partie de l'installation pour la réalisation du diagnostic,
- + de signaler à l'opérateur de diagnostic les parties de l'installation qui ne doivent pas être mises hors tension et les motifs de cette impossibilité (matériel de surveillance médicale, alarmes, etc...),
- + que les équipements qui pourraient être sensibles à une mise hors tension (matériels programmables par exemple) ou risqueraient d'être détériorés lors de la remise sous tension (certains matériels électroniques, de chauffage, etc...) soient mis hors tension par l'occupant, préalablement au diagnostic.
  - Pendant toute la durée du diagnostic, le donneur d'ordre ou son représentant :
- + fait en sorte que tous locaux et leurs dépendances sont accessibles, y compris les bassins de fontaines et les locaux techniques des piscines,
- + s'assure que l'installation est alimentée en électricité, si celle-ci n'a pas fait l'objet d'une interruption de fourniture par le gestionnaire du réseau public de distribution,
- + s'assure que les parties communes, où sont situées des parties d'installation visées par le diagnostic, sont accessibles.

## Responsabilités de l'opérateur de diagnostic :

Si l'une des conditions du paragraphe ci-dessus n'est pas satisfaite ou si les vérifications nécessitant une coupure ne peuvent pas être réalisées, le diagnostic ne peut être réalisé en totalité ; l'opérateur de diagnostic consigne dans le rapport de visite chaque impossibilité et les motifs correspondants.

Par ailleurs, l'opérateur de diagnostic :

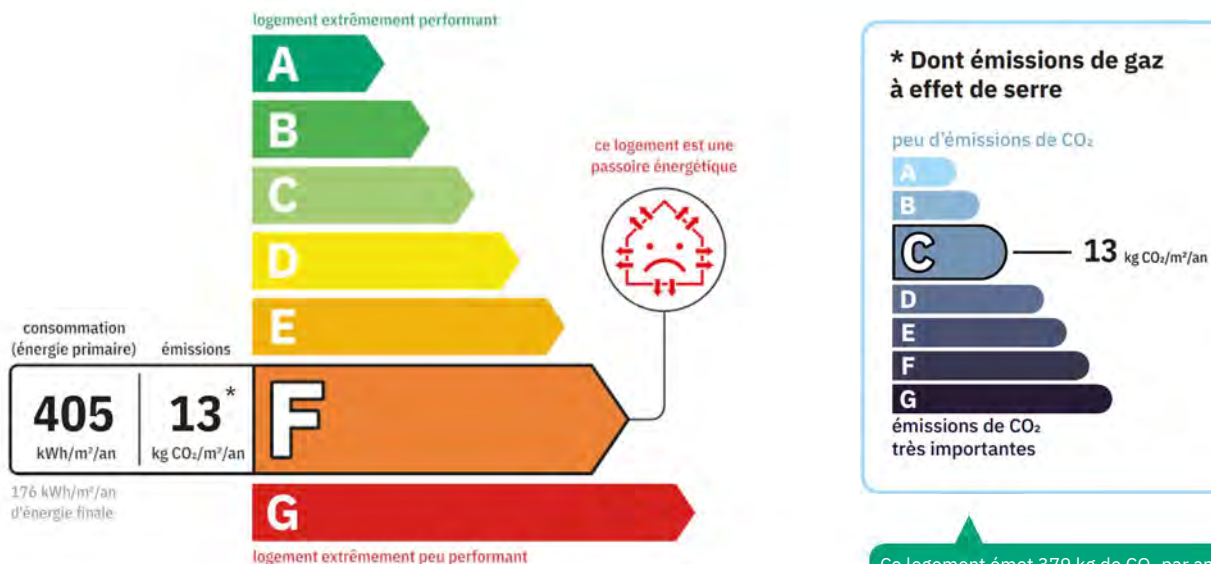
- + attire l'attention du donneur d'ordre sur le fait que sa responsabilité resterait pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée,
- + rappelle au donneur d'ordre que sa responsabilité d'opérateur de diagnostic :
  - Est limitée aux points effectivement vérifiés ;
  - Ne saurait en aucun cas être étendue aux conséquences de la mise hors tension de toute ou partie de l'installation qui ne lui aurait pas été signalée préalablement au diagnostic ;
  - Ne peut être étendue au risque de non ré-enclenchement du ou des appareils de coupure et de protection.
- + conseille le ou les occupants d'être présent(s) ou représenté(s) lors du diagnostic afin, notamment, de pallier les éventuels désagréments ou dommages consécutifs aux coupures et aux remises sous tension de l'installation.

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : <https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe>

Dossier n° : CT8925DB  
Adresse : **6 rue Chance Milly 92110 CLICHY**  
Type de bien : Appartement  
Année de construction : Avant 1949  
Bâtiment : B - Etage : 4ème Etage - Porte : Face - Gauche - Lot N° : 134  
Surface habitable : **29.14m²**

Propriétaire :  
Adresse : 6 rue Chance Milly 92110 CLICHY

## Performance énergétique et climatique



Le niveau de consommation énergétique dépend de l'isolation du logement et de la performance des équipements. Pour l'améliorer, voir pages 5 à 6.

Ce logement émet 379 kg de CO₂ par an, soit l'équivalent de 1964 km parcourus en voiture.

Le niveau d'émissions dépend principalement des types d'énergies utilisées (bois, électricité, gaz, fioul, etc.).

## Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires). En cas de système collectif, les montants facturés peuvent différer en fonction des règles de répartition des charges. Voir p.3 les détails par poste.



entre **740€** et **1060€** par an

Prix moyens des énergies indexés au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (abonnements compris)

**Comment réduire ma facture d'énergie ?**  
voir p.3

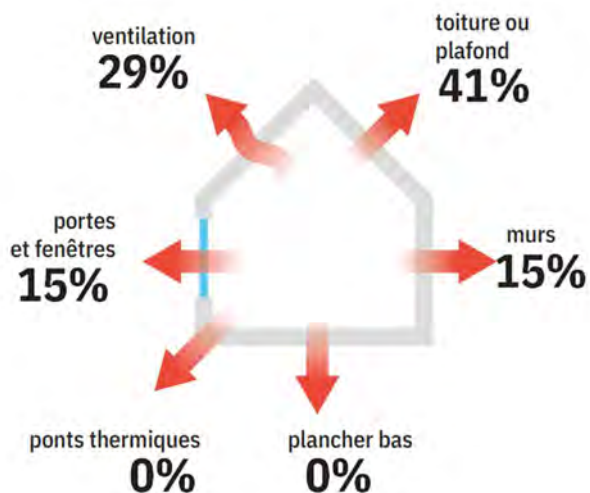
### Informations diagnostiqueur

**EXPIM**  
231 rue Marcadet  
75018 PARIS  
Diagnosticteur : Dan Ballouka

tel : 06.31.28.87.77  
email : ballouka@expim.fr  
N° de certification : DTI2134  
Organisme de certification : DEKRA Certification



### Schéma des déperditions de chaleur



### Performance de l'isolation



### Système de ventilation en place



Ventilation par ouverture des fenêtres

### Confort d'été (hors climatisation)\*



Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :

Pour améliorer le confort d'été :



Faites isoler la toiture de votre logement



Équipez les fenêtres de votre logement de volets extérieurs ou brise-soleil

### Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergies renouvelables

Diverses solutions existent :



pompe à chaleur



chauffe eau thermodynamique



panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques



chauffage au bois

















réseau de chaleur vertueux



géothermie

\*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte)

## Montants et consommations annuels d'énergie

usage		consommation d'énergie (en kWh énergie primaire)	frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)	 répartition des dépenses
 chauffage	 électricité	8770 (3813 é.f.)	entre 560€ et 780€	 74%
 eau chaude sanitaire	 électricité	2911 (1266 é.f.)	entre 180€ et 260€	 25%
 refroidissement		0 (0 é.f.)	entre 0€ et 0€	 0%
 éclairage	 électricité	127 (55 é.f.)	entre 0€ et 20€	 1%
 auxiliaire		0 (0 é.f.)	entre 0€ et 0€	 0%
énergie totale pour les usages recensés :		<b>11 808 kWh</b> (5 134 kWh é.f.)	entre <b>740€ et 1 060 €</b> par an	

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous.

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19°C réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28°C (si présence de climatisation), et une consommation d'eau chaude de 56ℓ par jour.

é.f. → énergie finale

\* Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

⚠ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

⚠ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements...

## Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



Température recommandée en hiver → **19°C**  
Chauffer à 19°C plutôt que 21°C,  
c'est -22% sur votre facture **soit -150€ par an**

**astuces** (plus facile si le logement dispose de solutions de pilotage efficaces)

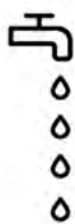
- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17°C la nuit.



Si climatisation,  
température recommandée en été → **28°C**

**astuces**

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.



Consommation recommandée → **56ℓ/jour**  
d'eau chaude à 40°C

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (1-2 personnes). Une douche de 5 minutes = environ 40ℓ





**23ℓ consommés en moins par jour,**  
c'est -28% sur votre facture **soit -63€ par an**

**astuces**






- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- Réduisez la durée des douches.

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements.

## Vue d'ensemble du logement

	description	isolation
 murs	Murs Nord Est en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu donnant sur circulations communes avec ouverture directe sur l'extérieur, avec isolation intérieure Murs Sud Ouest, Sud Est en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu donnant sur paroi extérieure, avec isolation intérieure	moyenne
 plancher bas	Pas de plancher déperditif	très bonne
 toiture/plafond	Plafond avec ou sans remplissage donnant sur paroi extérieure, isolation inconnue	insuffisante
 portes et fenêtre	Portes en bois opaque pleine Fenêtres battantes pvc et double vitrage	moyenne

## Vue d'ensemble des équipements

	description
 chauffage	Installation de chauffage seul classique(système individuel)Générateur à effet joule direct (Energie: Electricité) Emetteur(s): Panneau rayonnant électrique NFC, NF** et NF***
 pilotage	Générateur avec régulation par pièce, Equipement : central avec minimum de température, Système : radiateur / convecteur
 eau chaude sanitaire	Ballon électrique à accumulation vertical Autres ou inconnue, non bouclé, de type accumulé (système individuel)
 climatisation	
 ventilation	Ventilation par ouverture des fenêtres

## Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

type d'entretien



ventilation

Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement afin de garantir la qualité de l'air intérieur.



éclairages

Nettoyer les ampoules et luminaires



isolation

Faire vérifier et compléter les isolants par un professionnel → tous les 20 ans

## Recommandation d'amélioration de la performance




Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack 1 de travaux vous permet d'aller vers un logement très performant.



Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

**1**

### Les travaux à envisager montant estimé : 2710 à 3670€

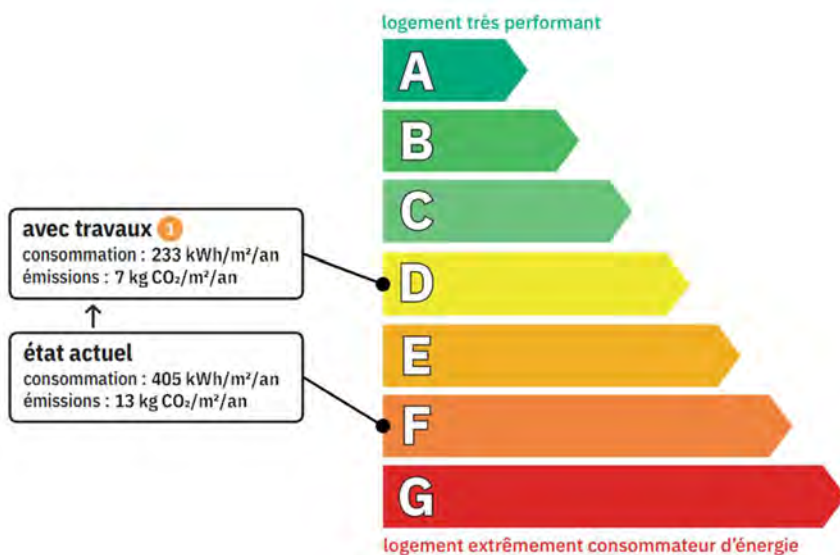
lot	description	performance recommandée
 toiture et combles	Remplacement de l'isolation existante (ITE   30cm)	
 murs	Complément d'isolation par l'intérieur (ITI   +18cm)	

### Commentaires :

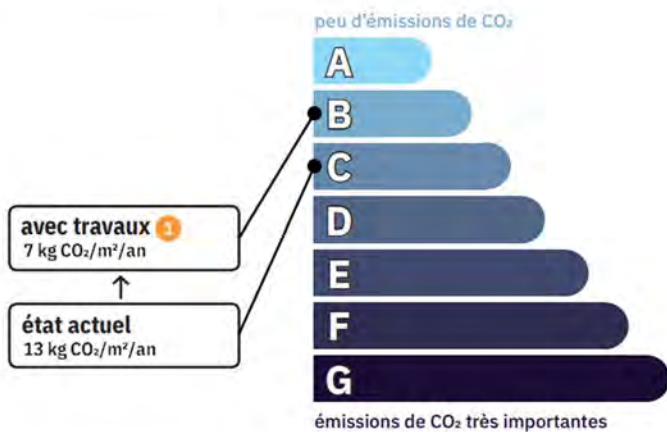
Aucun commentaire utile sur les recommandations

Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

Évolution de la performance après travaux



Dont émissions de gaz à effet de serre



Préparez votre projet !

Contactez le conseiller France Rénov' le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans : [france-renov.gouv.fr/espaces-conseil-fr](https://france-renov.gouv.fr/espaces-conseil-fr) ou 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux : [france-renov.gouv.fr/aides](https://france-renov.gouv.fr/aides)



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des «passoires énergétiques» d'ici 2028.

## Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par DEKRA Certification.

référence du logiciel validé : WinDPE v3

référence du DPE : CT8925DB

date de visite du bien : 07/03/2024

invariant fiscal du logement : Non communiqué

référence de la parcelle cadastrale : Section : AD - Numéro : 57

méthode de calcul : 3CL-DPE 2021 (V 1.4.25.1)

Justificatifs fournis pour établir le DPE :

Néant



Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles

DPE estimé pour des usages standards.

généralités

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée
département	📍 Observé/mesuré	92110
altitude	📡 données en ligne	30m
type de bien	📍 Observé / mesuré	Appartement en immeuble collectif
année de construction	≈ Estimé	Avant 1949
période de construction	≈ Estimé	Jusqu'à 1948
surface habitable	📍 Observé / mesuré	29.14m <sup>2</sup>
nombre de niveaux	📍 Observé / mesuré	1
hauteur moyenne sous plafond	📍 Observé / mesuré	2.60m

## Fiche technique du logement (suite)

enveloppe

toiture / plafond 1	surface totale (m <sup>2</sup> )	Ⓟ Observé/mesuré	29.14
	surface opaque (m <sup>2</sup> )	Ⓟ Observé/mesuré	29.14 (surface des menuiseries déduite)
	type	Ⓟ Observé/mesuré	Plafond avec ou sans remplissage
	type de toiture	Ⓟ Observé/mesuré	Combles perdus
	isolation	Ⓟ Observé/mesuré	Inconnu
	type isolation	✗ Valeur par défaut	ITE
	année de construction / rénovation	✗ Valeur par défaut	Inconnue
	inertie	Ⓟ Observé/mesuré	Légère
	mitoyenneté	Ⓟ Observé/mesuré	Paroi extérieure
	coefficient de déperdition (b)		1
mur 1	surface totale (m <sup>2</sup> )	Ⓟ Observé/mesuré	5.2
	surface opaque (m <sup>2</sup> )	Ⓟ Observé/mesuré	3.69 (surface des menuiseries déduite)
	type	Ⓟ Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
	épaisseur moyenne (cm)	Ⓟ Observé/mesuré	30
	isolation	Ⓟ Observé/mesuré	Oui
	type isolation	✗ Valeur par défaut	ITI
	épaisseur isolant	Ⓟ Observé/mesuré	Inconnue
	année d'isolation	✗ Valeur par défaut	A partir de 2013
	inertie	Ⓟ Observé/mesuré	Lourde
	orientation	Ⓟ Observé/mesuré	Nord Est
	type de local non chauffé	Ⓟ Observé/mesuré	Circulations communes avec ouverture directe sur l'extérieur
	surface Aiu	Ⓟ Observé/mesuré	5.20
	isolation Aiu	Ⓟ Observé/mesuré	Non
	surface Aue	Ⓟ Observé/mesuré	5.20
	isolation Aue	Ⓟ Observé/mesuré	Non
	coefficient de déperdition (b)		0.55
	mur 2	surface totale (m <sup>2</sup> )	Ⓟ Observé/mesuré
surface opaque (m <sup>2</sup> )		Ⓟ Observé/mesuré	18.14 (surface des menuiseries déduite)
type		Ⓟ Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
épaisseur moyenne (cm)		Ⓟ Observé/mesuré	30
isolation		Ⓟ Observé/mesuré	Oui
type isolation		✗ Valeur par défaut	ITI
épaisseur isolant		Ⓟ Observé/mesuré	Inconnue
année d'isolation		✗ Valeur par défaut	A partir de 2013
inertie		Ⓟ Observé/mesuré	Lourde
orientation		Ⓟ Observé/mesuré	Sud Ouest
mitoyenneté		Ⓟ Observé/mesuré	Paroi extérieure
coefficient de déperdition (b)		1	
mur 3	surface totale (m <sup>2</sup> )	Ⓟ Observé/mesuré	10.4

## Fiche technique du logement (suite)

enveloppe (suite)

mur 3	type	Ⓞ Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu	
	épaisseur moyenne (cm)	Ⓞ Observé/mesuré	40	
	isolation	Ⓞ Observé/mesuré	Oui	
	type isolation	✗ Valeur par défaut	ITI	
	épaisseur isolant	Ⓞ Observé/mesuré	Inconnue	
	année d'isolation	✗ Valeur par défaut	Inconnue	
	inertie	Ⓞ Observé/mesuré	Lourde	
	orientation	Ⓞ Observé/mesuré	Sud Est	
	mitoyenneté	Ⓞ Observé/mesuré	Paroi extérieure	
	coefficient de déperdition (b)		1	
	porte 1 (Porte sur Mur 1)	nombre	Ⓞ Observé/mesuré	1
		surface	Ⓞ Observé/mesuré	1.51
		type	Ⓞ Observé/mesuré	Porte en bois opaque pleine
largeur du dormant		Ⓞ Observé/mesuré	5	
localisation		Ⓞ Observé/mesuré	Au nu intérieur	
retour isolant		Ⓞ Observé/mesuré	Sans retour	
mur affilié		Ⓞ Observé/mesuré	Mur 1 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu	
type de local non chauffé		Ⓞ Observé/mesuré	Circulations communes avec ouverture directe sur l'extérieur	
surface Aiu		Ⓞ Observé/mesuré	5.20	
isolation Aiu		Ⓞ Observé/mesuré	Non	
surface Aue		Ⓞ Observé/mesuré	5.20	
isolation Aue		Ⓞ Observé/mesuré	Non	
coefficient de déperdition (b)			0.55	
fenêtres / baie 1 (Fenêtre sur Mur 2)	nombre	Ⓞ Observé/mesuré	1	
	surface	Ⓞ Observé/mesuré	1.58	
	type	Ⓞ Observé/mesuré	Menuiserie Pvc	
	largeur du dormant	Ⓞ Observé/mesuré	5	
	localisation	Ⓞ Observé/mesuré	Au nu intérieur	
	retour isolant	Ⓞ Observé/mesuré	Sans retour	
	type de paroi	Ⓞ Observé/mesuré	Fenêtres battantes	
	type de vitrage	Ⓞ Observé/mesuré	Double vitrage	
	étanchéité	Ⓞ Observé/mesuré	Présence de joint	
	inclinaison	Ⓞ Observé/mesuré	Vertical	
	épaisseur lame d'air	Ⓞ Observé/mesuré	12	
	remplissage	✗ Valeur par défaut	Air sec	
	orientation	Ⓞ Observé/mesuré	Sud Ouest	
type de masques proches	Ⓞ Observé/mesuré	Aucun		
type de masques lointains	Ⓞ Observé/mesuré	Aucun		

## Fiche technique du logement (suite)

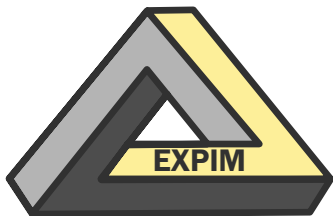
enveloppe (suite)

fenêtres / baie 2 (Fenêtre sur Mur 2)	mur/plancher haut affilié	🔍 Observé/mesuré	Mur 2 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
	donnant sur	🔍 Observé/mesuré	Paroi extérieure
	coefficient de déperdition (b)		1
	nombre	🔍 Observé/mesuré	1
	surface	🔍 Observé/mesuré	1.58
	type	🔍 Observé/mesuré	Menuiserie Pvc
	largeur du dormant	🔍 Observé/mesuré	5
	localisation	🔍 Observé/mesuré	Au nu intérieur
	retour isolant	🔍 Observé/mesuré	Sans retour
	type de paroi	🔍 Observé/mesuré	Fenêtres battantes
	type de vitrage	🔍 Observé/mesuré	Double vitrage
	étanchéité	🔍 Observé/mesuré	Présence de joint
	inclinaison	🔍 Observé/mesuré	Vertical
	épaisseur lame d'air	🔍 Observé/mesuré	12
	remplissage	✗ Valeur par défaut	Air sec
	orientation	🔍 Observé/mesuré	Sud Ouest
	type de masques proches	🔍 Observé/mesuré	Aucun
type de masques lointains	🔍 Observé/mesuré	Aucun	
fenêtres / baie 3 (Fenêtre sur Mur 2)	mur/plancher haut affilié	🔍 Observé/mesuré	Mur 2 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
	donnant sur	🔍 Observé/mesuré	Paroi extérieure
	coefficient de déperdition (b)		1
	nombre	🔍 Observé/mesuré	1
	surface	🔍 Observé/mesuré	1.58
	type	🔍 Observé/mesuré	Menuiserie Pvc
	largeur du dormant	🔍 Observé/mesuré	5
	localisation	🔍 Observé/mesuré	Au nu intérieur
	retour isolant	🔍 Observé/mesuré	Sans retour
	type de paroi	🔍 Observé/mesuré	Fenêtres battantes
	type de vitrage	🔍 Observé/mesuré	Double vitrage
	étanchéité	🔍 Observé/mesuré	Présence de joint
	inclinaison	🔍 Observé/mesuré	Vertical
	épaisseur lame d'air	🔍 Observé/mesuré	12
	remplissage	✗ Valeur par défaut	Air sec
	orientation	🔍 Observé/mesuré	Sud Ouest
	type de masques proches	🔍 Observé/mesuré	Aucun
type de masques lointains	🔍 Observé/mesuré	Aucun	
mur/plancher haut affilié	🔍 Observé/mesuré	Mur 2 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu	
donnant sur	🔍 Observé/mesuré	Paroi extérieure	

## Fiche technique du logement (suite)

enveloppe (suite)

	coefficient de déperdition (b)		1
pont thermique 1	type de liaison	Ⓞ Observé/mesuré	Mur 2 / Fenêtre 1
	Longueur	Ⓞ Observé/mesuré	5.3
pont thermique 2	type de liaison	Ⓞ Observé/mesuré	Mur 2 / Fenêtre 2
	Longueur	Ⓞ Observé/mesuré	5.3
pont thermique 3	type de liaison	Ⓞ Observé/mesuré	Mur 2 / Fenêtre 3
	Longueur	Ⓞ Observé/mesuré	5.3
système de ventilation 1	Type	Ⓞ Observé/mesuré	Ventilation par ouverture des fenêtres
	façade exposées	Ⓞ Observé / mesuré	plusieurs
systèmes de chauffage / Installation 1	type d'installation	Ⓞ Observé/mesuré	Installation de chauffage seul classique
	surface chauffée	Ⓞ Observé/mesuré	29.14
	générateur type	Ⓞ Observé/mesuré	Générateur à effet joule direct
	énergie utilisée	Ⓞ Observé/mesuré	Electricité
	régulation installation type	Ⓞ Observé/mesuré	Panneau rayonnant ou radiateur électrique NFC, NF** et NF***
	émetteur type	Ⓞ Observé/mesuré	Panneau rayonnant électrique NFC, NF** et NF***
	émetteur année installation	Ⓞ Observé/mesuré	2010
	distribution type	Ⓞ Observé/mesuré	Pas de réseau de distribution
	en volume habitable	Ⓞ Observé/mesuré	Oui
	nom du générateur	Ⓞ Observé/mesuré	Générateur 1
	numéro d'intermittence		1
	émetteur	Ⓞ Observé/mesuré	Principal
	fonctionnement ecs	Ⓞ Observé/mesuré	Chauffage seul
	nombre de niveau chauffé	Ⓞ Observé/mesuré	1
pilotage 1	numéro		1
	équipement	Ⓞ Observé/mesuré	Central avec minimum de température
	chauffage type	Ⓞ Observé/mesuré	Divisé
	régulation pièce par pièce	Ⓞ Observé/mesuré	Avec
	système	Ⓞ Observé/mesuré	Radiateur / Convecteur
systèmes d'eau chaude sanitaire / Installation 1	surface desservie		29.14
	production type	Ⓞ Observé/mesuré	Ballon électrique à accumulation vertical Autres ou inconnue
	installation type	Ⓞ Observé/mesuré	Individuelle
	localisation	Ⓞ Observé/mesuré	En volume habitable et pièces alimentées contiguës
	volume ballon (L)	Ⓞ Observé/mesuré	60
	énergie	Ⓞ Observé/mesuré	Electrique
	bouclage réseau	Ⓞ Observé/mesuré	Non bouclé
	type de production d'ecs	Ⓞ Observé/mesuré	accumulée
	nombre de niveau	Ⓞ Observé/mesuré	1



# EXPIM

## DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

### ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, Dan Ballouka, représentant du Cabinet EXPIM, atteste par la présente, être certifié et assuré, conformément aux articles R 271 – 1-2 et 3 du code de l'Habitation et de la Construction, et disposer des moyens en matériel et en personnel pour la réalisation et la rédaction de diagnostics techniques immobiliers. J'atteste également par la présente, n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les diagnostics.



Dan BALLOUKA

# CERTIFICAT

D E C O M P E T E N C E S

## Diagnosticueur immobilier certifié

DEKRA Certification certifie que Monsieur

**Dan BALLOUKA**

est titulaire du certificat de compétences N°DTI2134 pour :

**Constat de risque d'exposition au plomb** du 28/09/2021 au 27/09/2028

Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 25 mars 2019

**Diagnostic amiante sans mention** du 06/11/2019 au 05/11/2024

Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

**Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine)** du 06/11/2019 au 05/11/2024

Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011

**Diagnostic de performance énergétique** du 06/11/2019 au 05/11/2024

Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 08 décembre 2009 et du 13 décembre 2011

**Etat de l'installation intérieure de gaz** du 30/11/2021 au 29/11/2028

Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 25 mars 2019

**Etat de l'installation intérieure d'électricité** du 06/11/2019 au 05/11/2024

Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application\*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

Yvan MAINGUY  
Directeur Général  
Le Plessis-Robinson, le 30/11/2021



Accréditation n° 4-0081  
Portée disponible  
sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Le non-respect des clauses contractuelles peut rendre ce certificat invalide

Votre Agent Général  
**M LETORT HERVE**  
53 RUE JEAN JAURES  
92800 PUTEAUX  
 **0147738791**  
 **01 49 06 03 40**



**Assurance et Banque**

N°ORIAS **10 054 199 (HERVE  
LETORT)**  
Site ORIAS [www.orias.fr](http://www.orias.fr)

SASU , EXPIM  
231 RUE MARCADET  
75018 PARIS

### Votre contrat

**Responsabilité Civile Prestataire**  
Souscrit le **01/12/2017**

### Vos références

Contrat  
**10087965604**  
Client  
**269540687**

Date du courrier  
**02 janvier 2024**

## Votre attestation Responsabilité Civile Prestataire

AXA France IARD atteste que :  
EXPIM

Est titulaire du contrat d'assurance n° **10087965604** ayant pris effet le **01/12/2017**.  
Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

**DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS : DPE - GAZ - ELECTRICITE - LOI CARREZ -  
TERMITES - AMIANTE ET PLOMB.**

**L'ASSURE PEUT REALISER DES ETATS DES LIEUX LOCATIFS D'ENTREE ET DE SORTIE  
POUR LE COMPTE D'AGENCE IMMOBILIERES.**

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation est valable du **01/01/2024** au **01/01/2025** et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Guillaume Borie  
Directeur Général Délégué

**Vos références**

Contrat

**10087965604**

Client

**269540687**

## Nature des garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
<b>Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe "autres garanties" ci-après)</b>	<b>9 000 000 €</b> par année d'assurance
<u>Dont :</u> Dommages corporels	<b>9 000 000 €</b> par année d'assurance
<b>Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus</b>	<b>1 200 000 €</b> par année d'assurance

## Autres garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
<b>Atteinte accidentelle à l'environnement</b> (tous dommages confondus)(article 3.1 des conditions générales)	<b>750 000 €</b> par année d'assurance
<b>Responsabilité civile professionnelle</b> (tous dommages confondus)	<b>500 000 €</b> par année d'assurance dont <b>300 000 €</b> par sinistre
<b>Dommages immatériels non consécutifs autres que ceux</b> visés par l'obligation d'assurance (article 3.2 des conditions générales)	<b>150 000 €</b> par année d'assurance
<b>Dommages aux biens confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	<b>150 000 €</b> par sinistre
<b>Reconstitution de documents/ médias confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	<b>30 000 €</b> par sinistre

C.G. : Conditions Générales du contrat.

# ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

6 RUE CHANCE MILLY 92110 CLICHY

**Adresse:** 6 rue Chance Milly 92110 CLICHY

**Coordonnées GPS:** 48.896364, 2.304679

**Cadastre:** AD 57

**Commune:** CLICHY

**Code Insee:** 92024

**Reference d'édition:** 2620469

**Date d'édition:** 07/03/2024

**Vendeur-Bailleur:**

M. Vivien Valère Edouard MONTOUTE

**Acquéreur-Locataire:**



PEB : NON

Radon : NIVEAU 1

85 BASIAS, 5 BASOL, 7 ICPE

SEISME : NIVEAU 1

## PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Type	Exposition	Plan de prevention		
Informatif <b>PEB</b>	<b>NON</b>	Le bien n'est pas situé dans un zonage réglementaire du plan d'exposition au bruit		
PPR Naturel <b>SEISME</b>	<b>OUI</b>	Zonage réglementaire sur la sismicité : Niveau 1		
PPR Naturel <b>RADON</b>	<b>OUI</b>	Commune à potentiel radon de niveau 1		
PPR Naturels <b>Inondation</b>	<b>NON</b>	Inondation dans le 92 (18 communes)	Approuvé	08/01/2004
		Inondation Par une crue à débordement lent de cours d'eau dans le 92 (18 communes)	Approuvé	08/01/2004
PPR Miniers	<b>NON</b>	La commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques <b>Miniers</b>		
PPR Technologiques	<b>NON</b>	La commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques <b>Technologiques</b>		

"Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr)" article R.125-25

## DOCUMENTS RÉGLEMENTAIRES ET REFERENCES

<https://www.info-risques.com/short/>

**QFJBE**

En cliquant sur le lien suivant ci-dessus, vous trouverez toutes les informations préfectorales et les documents de références et les annexes qui ont permis la réalisation de ce document.

# ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

Aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon, sols pollués et nuisances sonores

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

N°  du  Mis à jour le

Adresse de l'immeuble  Code postal ou Insee  Commune

Références cadastrales :

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N  **Oui**  **Non**  X

**prescrit**  **anticipé**  **approuvé**  **date**

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondation  crue torrentielle  remontée de nappe  avalanches   
cyclone  mouvements de terrain  sécheresse géotechnique  feux de forêt   
séisme  volcan  autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN **Oui**  **Non**

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés **Oui**  **Non**

## Situation de l'immeuble au regard du risque érosion

> Le terrain est situé en secteur du recul du trait de cote (érosion) **Oui**  **Non**  X

Si oui, exposition à l'horizon des: **30 ans**  **100 ans**

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M  **Oui**  **Non**  X

**prescrit**  **anticipé**  **approuvé**  **date**

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

mouvements de terrain  autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM **Oui**  **Non**

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés **Oui**  **Non**

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR T prescrit et non encore approuvé **Oui**  **Non**  X

Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique  effet thermique  effet de surpression

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR T approuvé **Oui**  **Non**  X

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte :

> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement **Oui**  **Non**

L'immeuble est situé en zone de prescription **Oui**  **Non**

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés **Oui**  **Non**

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location **Oui**  **Non**

## Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en

zone 1  X **très faible** zone 2  **faible** zone 3  **modérée** zone 4  **moyenne** zone 5  **forte**

## Information relative à la pollution de sols

> Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS) **Oui**  **Non**  X

## Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon de niveau 3 **Oui**  **Non**  X

## Situation de l'immeuble au regard d'un plan d'exposition au bruit (PEB)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB: **Oui**  **Non**  X

Si oui, les nuisances sonores s'élèvent aux niveau: zone D  **faible** zone C  **modérée** zone B  **forte** zone A  **très forte**

## Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T\*

\* catastrophe naturelle minière ou technologique

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente **Oui**  **Non**

vendeur / bailleur  date / lieu  acquéreur / locataire

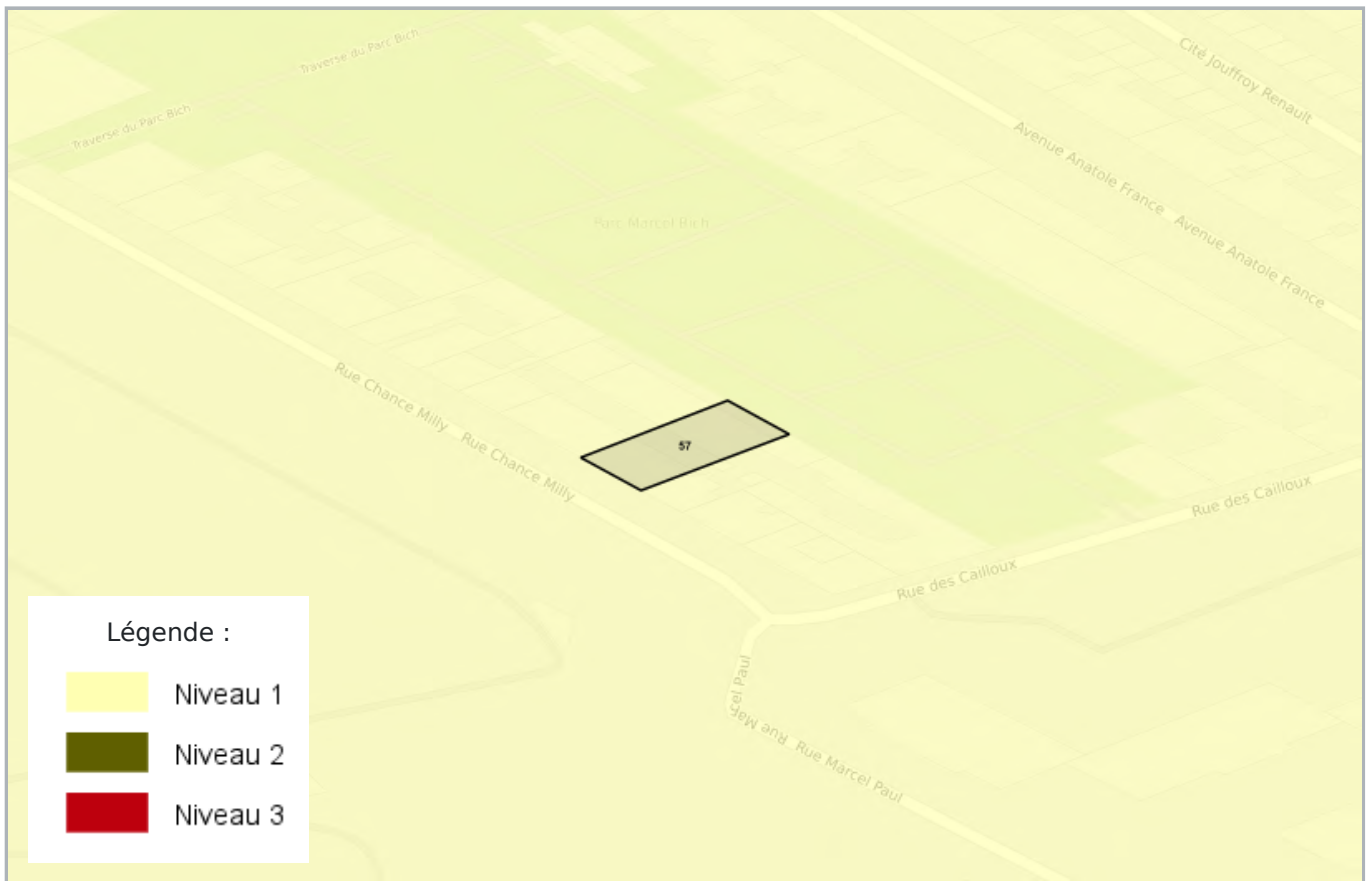
## CARTOGRAPHIE DES INONDATIONS



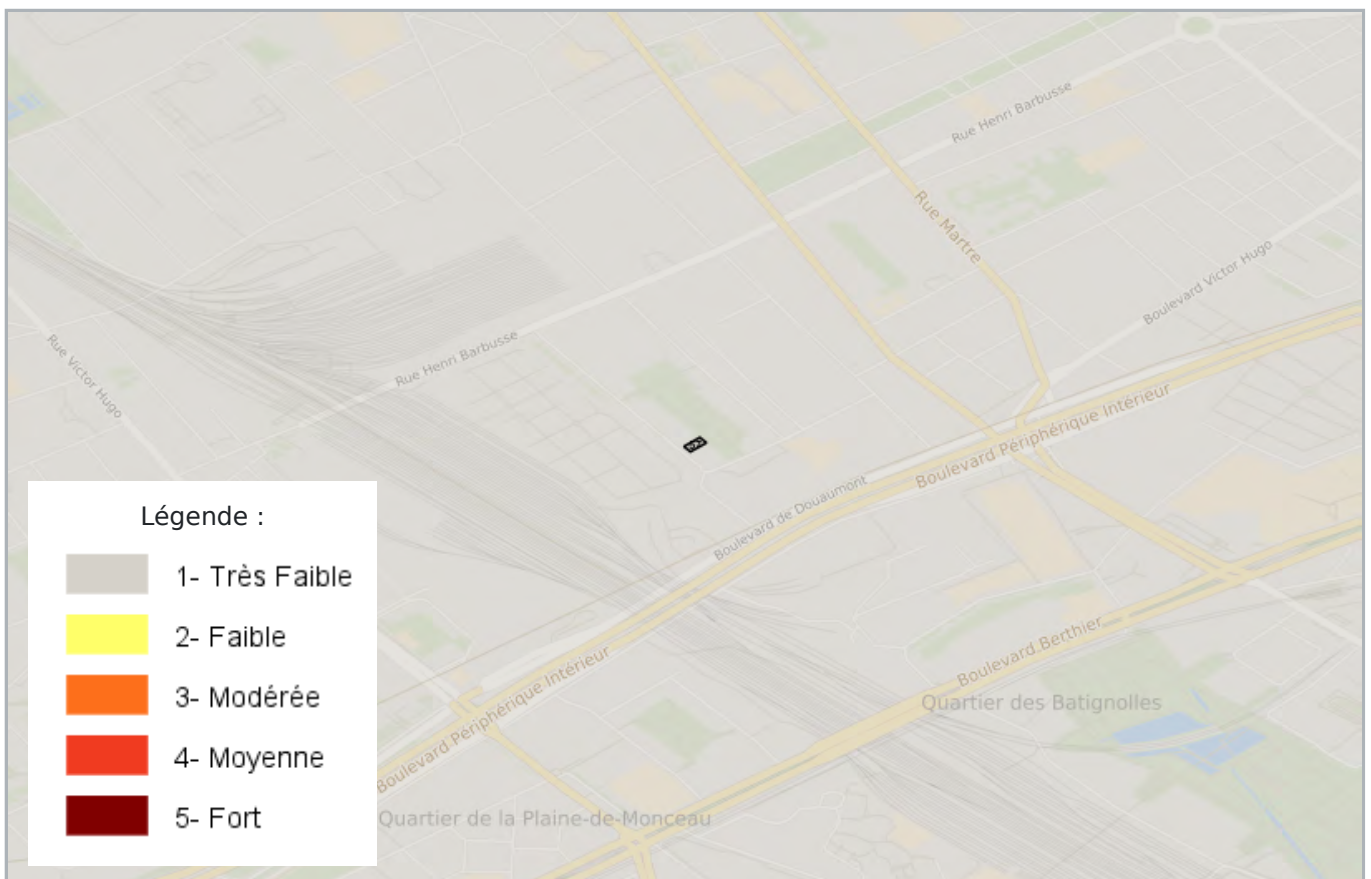
## CARTOGRAPHIE DES MOUVEMENTS DE TERRAINS (ARGILES)



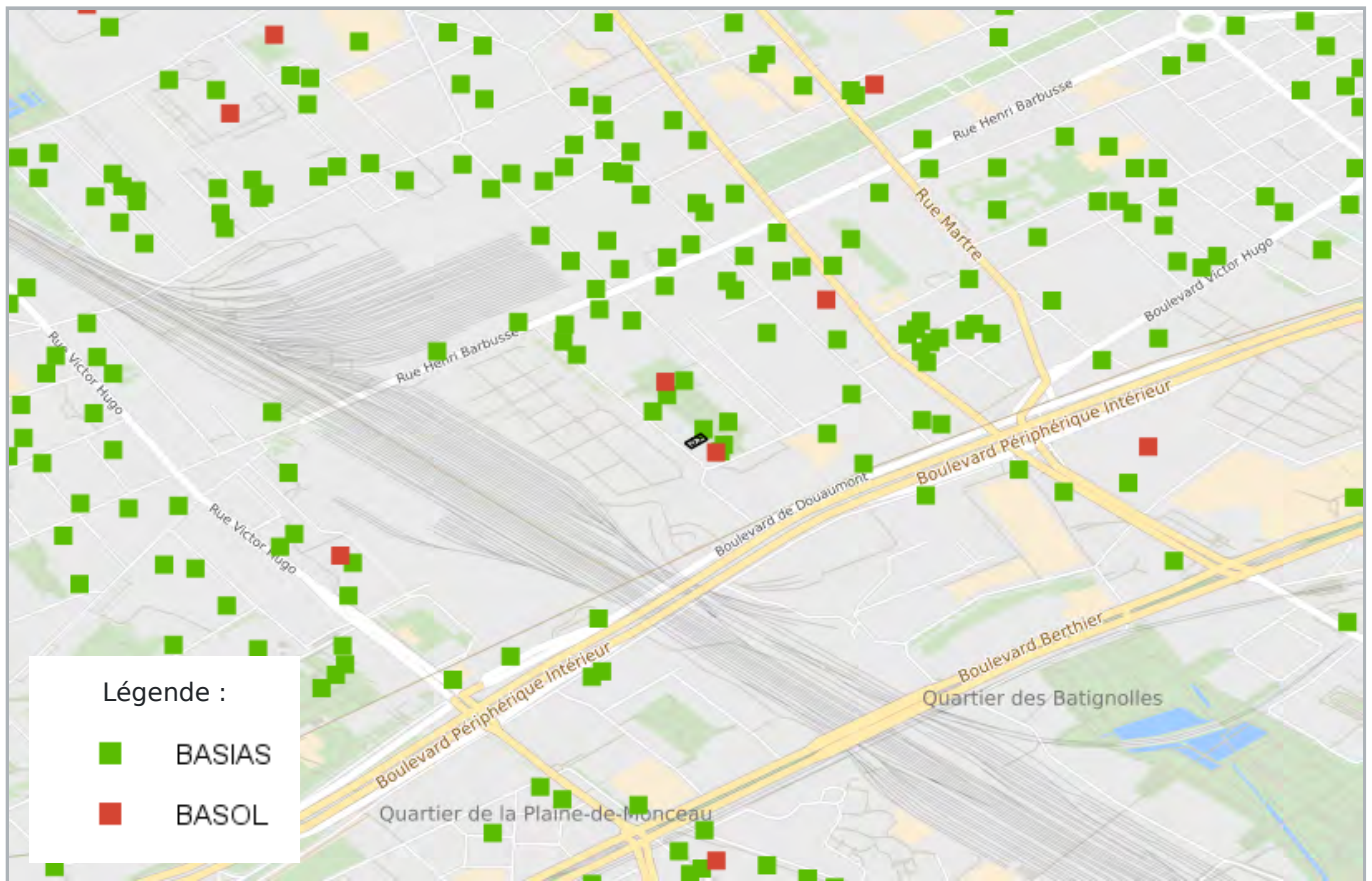
## RADON



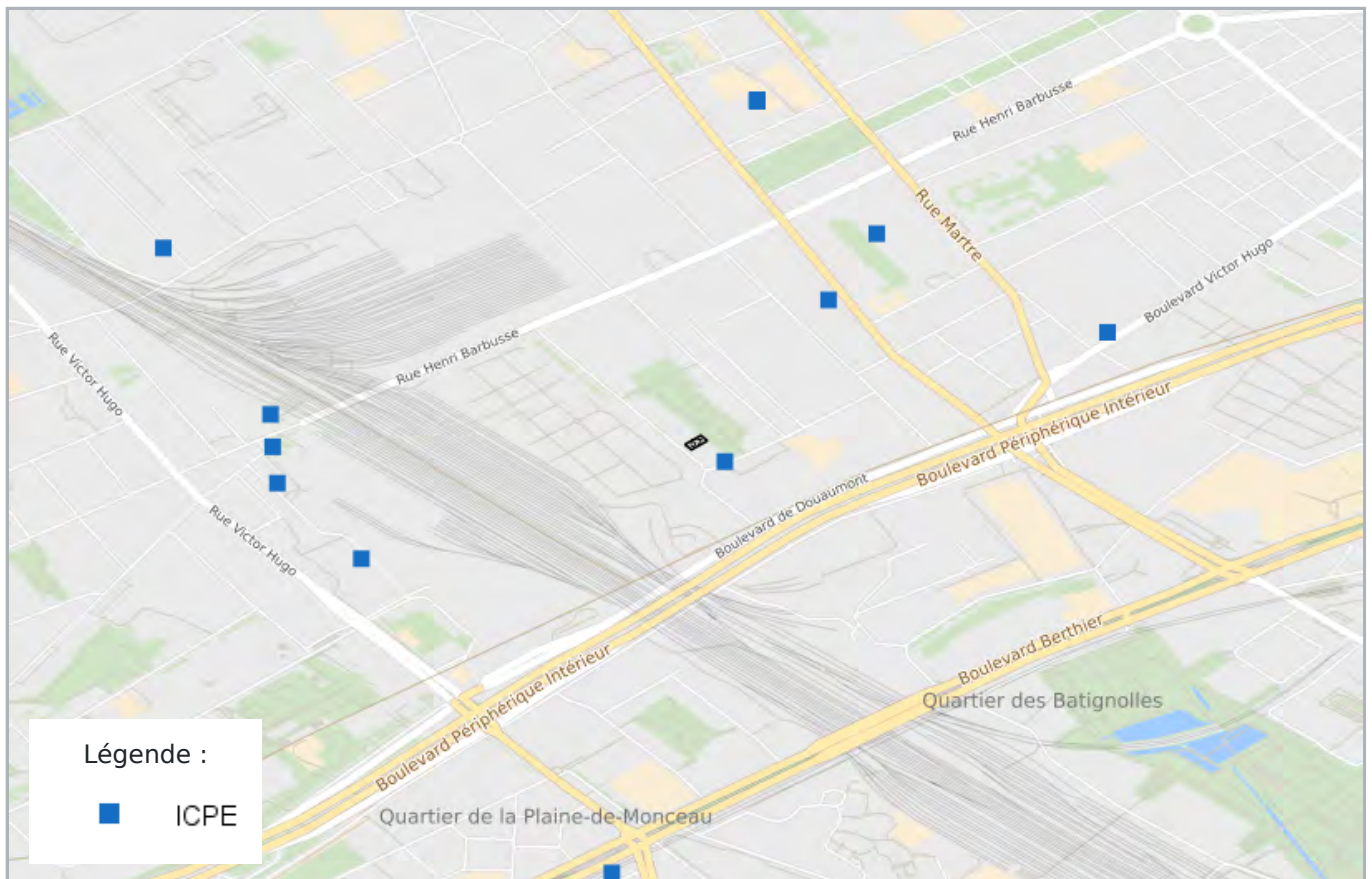
## CARTOGRAPHIE DES ZONES SISMIQUES



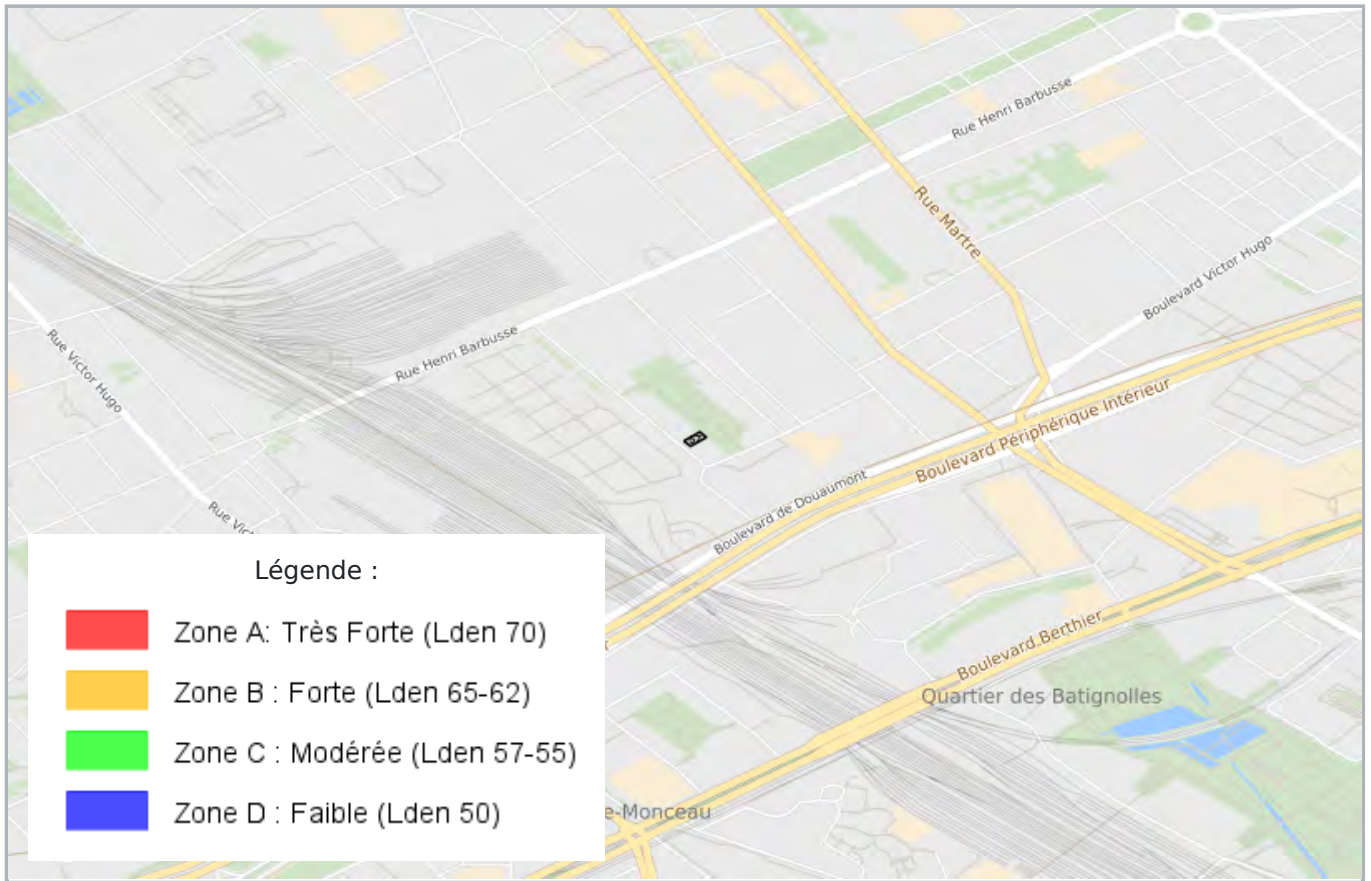
## CARTOGRAPHIE DE POLLUTION DES SOLS ( BASOL / BASIAS)



## CARTOGRAPHIE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)



## PLAN D'EXPOSITION AUX BRUITS (PEB)



**LISTE DES SITES BASIAS (À MOINS DE 500 MÈTRES)**  
**BASE DE DONNÉES DES SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICES**

7 Impasse Cailloux (des) CLICHY		9 mètres
<b>SSP3887895</b>	Décolletage plastique (Sté) - Sté BIC	
En arrêt		
5 rue Cailloux (des) CLICHY		22 mètres
<b>SSP3885918</b>	Methia-Dromre	
Indéterminé		
5 Impasse Cailloux (des) CLICHY		27 mètres
<b>SSP3885917</b>	Polidécors	
Indéterminé		
6 Impasse Cailloux (des) CLICHY		39 mètres
<b>SSP3887314</b>	Compagnie de Moulage	
Indéterminé	<i>Atelier de travail de matières plastiques</i>	
20 rue Milly (Chance) CLICHY		68 mètres
<b>SSP3887392</b>	Oréal (M.)	
En arrêt	<i>Garage</i>	
13 Impasse Cailloux (des) CLICHY		80 mètres
<b>SSP3887896</b>	Compagnie des moulages - Sté BIC	
En arrêt		
18 Impasse Cailloux (des) CLICHY		98 mètres
<b>SSP3887835</b>	PPA (Société) (pointe Bic)	
En arrêt		
30 rue Cailloux (des) CLICHY		142 mètres
<b>SSP3885501</b>	Diego (Entreprise), anc. Coudrec (SA)	
En arrêt		
39 rue Cailloux (des) CLICHY		189 mètres
<b>SSP3887442</b>	CBF Fréon (SARL), anc. Sté La Provence	
Indéterminé	<i>Garage automobile</i>	
30 boulevard Douaumont (du Fort de) CLICHY		189 mètres
<b>SSP3884222</b>	Entrepôts frigorifique de l'union	
Indéterminé	<i>CGF</i>	
37 rue Paris (de) CLICHY		198 mètres
<b>SSP3886440</b>	Bordes	
Indéterminé	<i>Dépôt de poudre explosive</i>	
40 rue Milly (Chance) CLICHY		204 mètres
<b>SSP3884785</b>	Parker (SA)	
En arrêt		

19 rue France (Anatole) CLICHY		219 mètres
<b>SSP3887313</b>	Parker (Sté)	
Indéterminé		
46 rue Milly (Chance) CLICHY		232 mètres
<b>SSP3884213</b>	Décharge	
Indéterminé	<i>Taillage sciage et polissage de minéraux</i>	
26 bis rue Paris (de) CLICHY		234 mètres
<b>SSP3887160</b>	Guterman (Laverie), anc. Laverie de la Place	
En arrêt	<i>Laverie</i>	
18 rue Barbusse (Henri) CLICHY		253 mètres
<b>SSP3886239</b>	Parker (Sté Continentale)	
En arrêt	<i>Atelier de démonstration</i>	
10 rue Barbusse (Henri) CLICHY		254 mètres
<b>SSP3887070</b>	Mécaniplast (Sté)	
Indéterminé	<i>Fabrication, transformation et/ou dépôt des matières plastiques</i>	
8 rue Paris (de) CLICHY		256 mètres
<b>SSP3888669</b>	Bronze (Etablissement), anc. Almeras	
Indéterminé	<i>Vente au détail de liquides inflammables</i>	
49 rue PARIS (de) CLICHY		262 mètres
<b>SSP3888169</b>	MABO (SA) (Société)	
Indéterminé	<i>Garage</i>	
26 rue Barbusse (Henri) CLICHY		269 mètres
<b>SSP3885094</b>	Feret (Ets Frère)	
Indéterminé		
51 rue Paris (de) CLICHY		276 mètres
<b>SSP3887281</b>	Germaine (Laverie)	
Indéterminé	<i>Laverie</i>	
15 boulevard DOUAUMONT PARIS 17E ARRONDISSEMENT		277 mètres
<b>SSP3869865</b>	SERNAM SNC Ile de France (SOGETREL)	
Indéterminé		
7 boulevard Hugo (Victor) CLICHY		278 mètres
<b>SSP3888235</b>	Paris Clichy Automobiles	
En arrêt		
29 rue Barbusse (Henri) CLICHY		288 mètres
<b>SSP3884191</b>	Garage	
Indéterminé		
15 rue Barbusse (Henri) CLICHY		293 mètres
<b>SSP3886849</b>	ELF - Sté UGD	
Indéterminé	<i>Station-service</i>	

16 boulevard Jaurès (Jean) CLICHY		294 mètres
<b>SSP3885472</b>	Stoll (Tôlerie)	
En arrêt	Atelier automobile	
6 bis rue Roux (du Docteur Emile) CLICHY		298 mètres
<b>SSP3884101</b>	Néon Robye	
Indéterminé		
7 rue Roux (du Docteur Emile) CLICHY		302 mètres
<b>SSP3887317</b>	GM (Sté des Taxis)	
En arrêt	Carrosserie	
41 boulevard Jaurès (Jean) CLICHY		308 mètres
<b>SSP3888365</b>	BARDON (Sté de Construction d'Appareils)	
Indéterminé		
51 rue Barbusse (Henri) CLICHY		311 mètres
<b>SSP3884449</b>	ZAC Centre Ville	
En arrêt	ZAC Centre Ville	
9 rue Roux (du Docteur Emile) CLICHY		315 mètres
<b>SSP3886778</b>	Garage Périphérique-Nord, anc. Radiateurs Chargos	
Indéterminé		
8 rue Roux (du Docteur Emile) CLICHY		316 mètres
<b>SSP3884605</b>	Clichy Auto (SARL), anc. Néon Roby	
En arrêt	Atelier de traitement de surface	
63 rue Barbusse (Henri) CLICHY		320 mètres
<b>SSP3884261</b>	Bosch	
Indéterminé		
35 boulevard Jaurès (Jean) CLICHY		323 mètres
<b>SSP3888721</b>	Elf France, anc. Compagnie Française des Produits Pétroliers	
Indéterminé	Station-service	
48 rue Paris (de) CLICHY		324 mètres
<b>SSP3884678</b>	Jacksor (Sté Nouvelle des Etablissements), anc. SEMAM, anc. Ets Elikan	
Indéterminé	Atelier de travail du bois	
4 boulevard FORT DE VAUX PARIS 17E ARRONDISSEMENT		325 mètres
<b>SSP3869758</b>	STATION SERVICE "LECLERC" FORT DE VAUX / LEVALLOIS DISTRIBUTION S.A.	
Indéterminé		
10 rue Roux (du Docteur Emile) CLICHY		329 mètres
<b>SSP3888594</b>	LE BRANCHU (Etablissement)	
En arrêt	Carrosserie automobiles	
11 rue Roux (du Docteur Emile) CLICHY		330 mètres
<b>SSP3887762</b>	Gauthier (Carrosserie)	
En arrêt	carrosserie	

3 rue Barbusse Henri CLICHY		336 mètres
<b>SSP3887757</b>	Couderc (Garage) (Société)	
En arrêt	<i>garage</i>	
38 boulevard Jaurès (Jean) CLICHY		340 mètres
<b>SSP3889019</b>	Pressing Laverie (Société), anc. Pressing Sellsa Service	
En arrêt	<i>Pressing</i>	
59 rue Barbusse (Henri) CLICHY		341 mètres
<b>SSP3887726</b>	Manufacture de Produits Industriels et d'Entretien (Sté) (MAPIE)	
Indéterminé		
9 rue Castérès CLICHY		346 mètres
<b>SSP3887411</b>	Rustin (Ets)	
Indéterminé		
14 rue Roux (du Docteur Emile) CLICHY		362 mètres
<b>SSP3886171</b>	CEM	
En arrêt		
12 rue Castérès CLICHY		365 mètres
<b>SSP3886796</b>	Garage du Pavillon (SARL)	
Indéterminé		
1 boulevard DOUAUMONT PARIS 17E ARRONDISSEMENT		372 mètres
<b>SSP3887536</b>	MAIRIE DE PARIS - DIRECTION DE LA VOIRIE	
En arrêt		
43 boulevard Jaurès (Jean) CLICHY		372 mètres
<b>SSP3886977</b>	Geminet (Ets)	
Indéterminé	<i>Droguerie</i>	
16 rue Roux (du Docteur Emile) CLICHY		377 mètres
<b>SSP3886602</b>	Lucas Chenus (Sté) ET Centre International de Distribution, anc. Yaourts MELO	
Indéterminé		
15 rue Bonnet (Jean) CLICHY		385 mètres
<b>SSP3885574</b>	Magne & Cie (SA)	
En arrêt	<i>Garage Auto</i>	
48 rue Barbusse (Henri) CLICHY		393 mètres
<b>SSP3887446</b>	Protectrice (La), anc. Etudes, Fabrication et Applications Aéronautiques (EFA)	
En arrêt		
62 rue Paris (de) CLICHY		398 mètres
<b>SSP3884161</b>	Lacaze et Massinot (Garage)	
Indéterminé	<i>Garage et tôlerie</i>	
17 rue Castérès CLICHY		404 mètres
<b>SSP3886976</b>	Roucher (Garage)	
Indéterminé	<i>Garage</i>	

64 rue Paris (de) CLICHY		414 mètres
<b>SSP3887516</b>	Grandjean (Ets)	
Indéterminé	<i>Serrurerie - Menuiserie métallique - Ferronnerie - Charpente en fer</i>	
13 boulevard FORT DE VAUX PARIS 17E ARRONDISSEMENT		414 mètres
<b>SSP3869793</b>	MEUNIER PROMOTION/ BNP PARIBAS	
Indéterminé		
22 rue Calmette (du Docteur) CLICHY		422 mètres
<b>SSP3888099</b>	Central Pneumatique, anc. TOLREP	
Indéterminé		
15 boulevard FORT DE VAUX PARIS 17E ARRONDISSEMENT		427 mètres
<b>SSP3869960</b>	ANCIEN SITE SNCF DE LA PORTE D'ASNIÈRE / SEMAVIP (AMENAGEUR)	
En arrêt		
16 boulevard FORT DE VAUX PARIS 17E ARRONDISSEMENT		431 mètres
<b>SSP3869775</b>	ACCESS SELF STOCKAGE, ex Net Works France	
En arrêt		
37 avenue PORTE DE CLICHY PARIS 17E ARRONDISSEMENT		432 mètres
<b>SSP3868125</b>	STATION SERVICE "RELAIS DES BATIGNOLLES" TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION	
Indéterminé		
53 boulevard Jaurès (Jean) CLICHY		433 mètres
<b>SSP3887894</b>	Clichy Pressing (Sté), anc. Pressing SNAC, anc. Sté de nettoyage automatique de Clichy	
Indéterminé		
77 rue PARIS (de) CLICHY		435 mètres
<b>SSP3884724</b>	RECOLOR (Etablissement), anc. Lavessor (Etablissement)	
En arrêt	<i>Buanderie</i>	
5 rue Neruda Pablo LEVALLOIS PERRET		448 mètres
<b>SSP3888438</b>	Idex (SA)	
Indéterminé		
118 rue Jaurès (Jean) LEVALLOIS PERRET		472 mètres
<b>SSP3886743</b>	Jaurès Peinture Auto (Ets Jean) (SARL), anc. Feri Peinture Auto	
Indéterminé	<i>Garage de tolerie-peinture</i>	
87 rue Paris (de) CLICHY		476 mètres
<b>SSP3884914</b>	Pedrono (Ets)	
Indéterminé	<i>Serrurerie</i>	
14 rue Martre CLICHY		477 mètres
<b>SSP3888671</b>	OLD (Société), anc. Garage SICAM, anc. Etablissement Dépannage-Nord	
En arrêt	<i>Fabrication de galeries automobiles</i>	
41 rue Martre CLICHY		482 mètres
<b>SSP3885916</b>	Oréal (L')	
Indéterminé		

89 rue Paris (de) CLICHY		483 mètres
<b>SSP3887162</b>	Bechet (Jules) (S.A.)	
Indéterminé	<i>Entreprise Générale de peinture</i>	
48 rue Hugo (Victor) LEVALLOIS PERRET		483 mètres
<b>SSP3884122</b>	Auto 48 (Garage)	
Indéterminé	<i>Garage - Atelier de fabrication de produits d'entretien pour automobiles</i>	
22 boulevard Hugo (Victor) CLICHY		487 mètres
<b>SSP3884917</b>	Arts et Sciences (Sté)	
Indéterminé	<i>Dépôt de films</i>	
4 rue Bretagne LEVALLOIS PERRET		490 mètres
<b>SSP3886967</b>	Raoul (Garage), anc. Garage La Ruche Immobilière	
En arrêt	<i>Garage</i>	
1 Place Huit Mai 1945 (du) LEVALLOIS PERRET		491 mètres
<b>SSP3884486</b>	SNCF	
Indéterminé		
7 rue Huntziger CLICHY		491 mètres
<b>SSP3888921</b>	Giraudy (Affichage) (SA)	
Indéterminé		

#### La liste suivante contient des sites BASIAS qui ne peuvent être localisés avec précision

<b>SSP3884195</b> SMC 149 boulevard Voltaire CLICHY	<b>SSP3887670</b> LA PROTECTRICE (Sté) 50 rue Barbusse (Henri) CLICHY
<b>SSP3884745</b> Laguionie et Cie (Ets) 76 boulevard Lorraine (de) CLICHY	<b>SSP3884096</b> Select Pressing 52 rue Arbre-Sec (de l') CLICHY
<b>SSP3884509</b> Benhamou Pressing None rue Martre CLICHY	<b>SSP3887766</b> Garage des Grésillons, anc. Garage Manière 40 avenue Grésillons CLICHY
<b>SSP3884214</b> Pagenot (Ets) 79 rue Brossolette (Pierre) CLICHY	<b>SSP3888390</b> Transformation des Métaux en Feuilles (Sté) (TMF) 161 boulevard Hugo (Victor) CLICHY
<b>SSP3884748</b> Saget (Ets) 69 boulevard Lorraine (de) CLICHY	<b>SSP3884388</b> Dhoedt (SA) 5 Impasse Descoing CLICHY
<b>SSP3884274</b> Blanc de Zinc et des Couleurs à base de Zinc (Sté du) 28 rue Victoire (de la) CLICHY	<b>SSP3884752</b> Maindre & fils (Ets) 67 rue Hugo (Victor) CLICHY
<b>SSP3888323</b> Citroën (Sté André) 122 rue Landy (du) CLICHY	<b>SSP3884708</b> Chenuil (Ets) 7 boulevard Lorraine (de) CLICHY
<b>SSP3884746</b> Laguionie et Cie (Sté) 126 boulevard Lorraine (de) CLICHY	

#### LISTE DES SITES BASOL (À MOINS DE 500 MÈTRES) BASE DE DONNÉES DE POLLUTION DES SOL

		1 mètres
<b>SSP000009701</b>	<p><i>Le groupe BIC exploitait sur ce site l'usine de fabrication des stylos BIC cristal et BIC poussoir, à savoir la fabrication d'objets en matières plastiques, le décollage et meulage de matériaux et d'alliages. La cessation d'activité a été déclarée en 2000 et entérinée par l'arrêté préfectoral du 12 mars 2002. Une étude historique et un mémoire ont été réalisés en 1999 et complétés en 2001. A été mise en évidence une pollution aux hydrocarbures, aux solvants chlorés et aux métaux. L'arrêté préfectoral de 2002 imposait la remise en état du site. Le site a fait l'objet de travaux de dépollution et a été remis en état pour un usage industriel. Le procès verbal de récolement a été émis en 2005. Des restrictions d'usage ont été déposées aux hypothèques le 24 mars 2003. Observations: Le terrain a été vendu à la SEMERCLI. Les travaux de dépollution ont été faits en deux étapes : la première phase consistait en la remise en état pour un usage industriel par BIC, et au cours de la seconde phase, la SEMERCLI devait rendre le site compatible avec l'usage futur. Les rapports de fin de travaux entrepris par la SEMERCLI ont été transmis en 2006 et 2007. Les travaux réalisés sont conformes avec les objectifs fixés dans les études de risques (EDR).</i></p>	
SEMERCLI BIC		

		8 mètres
<b>SSP001082701</b>	<i>Le site était occupé par un atelier de traitement de surface réglementé par l'arrêté préfectoral du 08/06/1998 composé de 3 ateliers (atelier pôlissage, atelier vernissage, ateliers bains avec cuves de chrome de 1300 litres, bains de nickel de 1700 litres, bains de cuivre de 100 litres et 2 cuves de rinçage). L'atelier était en 'zéro rejet liquide' (pas d'évaporateur mais une fosse tampon avant élimination des bains usés à l'extérieur). La liquidation judiciaire a été prononcée par le Tribunal de commerce de Nanterre le 03/09/2009.</i>	
POLIDECORS		

		258 mètres
<b>SSP000033901</b>	<i>Le site a accueilli une station service soumise à déclaration au titre de la législation des installations classées. La cessation d'activité a été déclarée en 2009. En 2009 et 2010, des sondages de sols et la mise en place d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site ont permis d'obtenir un premier diagnostic des sols pour le site. Il a été mis en évidence des teneurs anormales en hydrocarbures et en métaux lourds dans les sols, ainsi que du benzène, du xylène et des hydrocarbures dans les gaz du sol et dans les eaux souterraines au droit du site. La surveillance des eaux souterraines et l'élaboration d'un plan de gestion ont été imposées par arrêté préfectoral du 22 décembre 2012. Un rapport de travaux de dépollution a été transmis en 2013. Ils montrent la pollution a été éliminée, mis à part en fond de fouille. Le long de murs, pour des raisons techniques, une pollution résiduelle en hydrocarbures totaux et en benzène, toluène, éthylbenzène et xylène (BTEX) a été maintenue sur place en limite de propriété du site. En mars 2016, il a été acté l'arrêt de la surveillance des eaux souterraines, suite à l'absence d'impact constaté dans les eaux souterraines depuis juillet 2013. Trois campagnes de mesure des gaz du sol ont été réalisées après l'arrêt du traitement, en septembre 2015, novembre 2015, et février 2016. Elles ont permis de constater et confirmer que le traitement a permis un abattement des teneurs en polluants de plus de 95%, les teneurs étant stabilisées nettement en deçà des objectifs de dépollution. Observations: L'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le Préfet, en juin 2016, d'acter que le site a été remis dans un état compatible avec l'usage futur du site et les usages présents autour du site (immeubles d'habitation).</i>	
TOTAL RAFFINAGE MARKETING (ex TOTAL SUPPLY MARKETING)		

		430 mètres
<b>SSP000333101</b>	<i>Le site a accueilli une chaufferie exploitée par la société KALITA. La société a déclaré la cessation de ses activités à compter du 01/04/2015. Des investigations environnementales ont été réalisées montrant la présence d'hydrocarbures et de métaux lourds dans les sols. Des travaux d'excavations ont été menés à la suite de ces investigations. Une analyse des risques sanitaires a été réalisée montrant que l'état du site est compatible avec l'usage projeté, à savoir un usage logement avec deux sous sols.</i>	
KALITA		

		430 mètres
<b>SSP000162301</b>	<i>La société Delek France exploitait à cette adresse une installation de distribution de carburants. La société a notifié sa cessation d'activité le 11 juin 2012. Des investigations de reconnaissance du sous-sol ont été réalisées du 26 au 28/07/2010 et ont mis en évidence : - dans les sols: un impact en hydrocarbures C10-C40 au droit de l'aire de distribution de carburants des véhicules légers (VL) et un impact en hydrocarbures C5-C10 et C10-C40 à proximité de la cuve enterrée n°1; - dans les gaz du sol: un impact en hydrocarbures C5-C12 au droit de l'aire de distribution de carburants VL; .un impact en hydrocarbures C5-C12 et la présence de teneurs en benzène et xylènes à proximité de la cuve enterrée n°1. Des investigations complémentaires de terrain ont été réalisées du 23 au 25 et du 30 au 31 mai 2012 et ont confirmé la présence d'hydrocarbures C10-C40 dans les sols et la présence d'hydrocarbures C5-C12 et de benzène toluène et xylène (BTEX) dans les gaz du sol. L'analyse des risques résiduels (ARR) réalisée en juillet 2012 conclut à l'absence de risques sanitaires au regard de l'aménagement futur du site : création d'un bâtiment sur l'ensemble du site avec parking souterrain sur 3 niveaux (nécessitant l'excavation des sols en place sur environ 9 m de profondeur). De fait, aucune mesure de gestion spécifique n'a été recommandée.</i>	
DELEK FRANCE		

## LISTE DES SITES ICPE (À MOINS DE 500 MÈTRES) INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

5 RUE DES CAILLOUX 92110 CLICHY		42 mètres
<b>POLIDECORS</b>		
Non Seveso	<a href="https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006506263">https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006506263</a>	

33 BOULEVARD JEAN JAURES 92110 CLICHY		286 mètres
<b>TOTAL RAFFINAGE MARKETING</b>		
	<a href="https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007409660">https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007409660</a>	

41 RUE MARTRE 92110 Clichy		417 mètres
<b>L'OREAL CENTRE EUGENE SCHUELLER</b>		
Non Seveso	<a href="https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007408778">https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007408778</a>	

5 RUE JULES VERNE 92300 Levallois-Perret		433 mètres
<b>CRISTALIA</b>	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	
Non Seveso	<a href="https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006514760">https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006514760</a>	

5 RUE JULES VERNES 92300 LEVALLOIS PERRET		486 mètres
<b>KALITA ENERGIES RESEAUX</b>	Activités créatives, artistiques et de spectacle	
Non Seveso	<a href="https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006506303">https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006506303</a>	
21 RUE FOURNIER 92110 Clichy		487 mètres
<b>CEVE (Ex SDCC)</b>		
Non Seveso	<a href="https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006506266">https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006506266</a>	
PLACE DU 8 MAI 1945 92300 Levallois-Perret		493 mètres
<b>SNCF</b>	Transports terrestres et transport par conduites	
Non Seveso	<a href="https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007407539">https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007407539</a>	



Préfecture : Hauts-de-Seine  
Commune : CLICHY

# Déclaration de sinistres indemnisés

en application du IV de l'article L 125-5 du Code l'environnement

Adresse de l'immeuble

6 rue Chance Milly  
92110 CLICHY

## Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe

Cochez les cases **OUI** ou **NON**

si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

### Arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophes au profit de la commune

Catastrophe naturelle	Début	Fin	Arrêté	Jo du	Indemnisation	
Inondations et/ou Coulées de Boue	28/05/2016	05/06/2016	15/06/2016	16/06/2016	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Inondations et/ou Coulées de Boue	15/01/2018	05/02/2018	14/02/2018	15/02/2018	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Inondations et/ou Coulées de Boue	06/07/1987	07/07/1987	02/12/1987	16/01/1988	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Inondations et/ou Coulées de Boue	31/05/1992	01/06/1992	24/12/1992	16/01/1993	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Inondations et/ou Coulées de Boue	30/05/1999	30/05/1999	29/09/1999	20/10/1999	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Mouvement de Terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON

Etabli le :

Nom et visa du vendeur ou du bailleur

Visa de l'acquéreur ou du locataire

Cachet / Signature en cas de prestataire ou mandataire

**Pour en savoir plus**, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs : [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr)